

MSq8

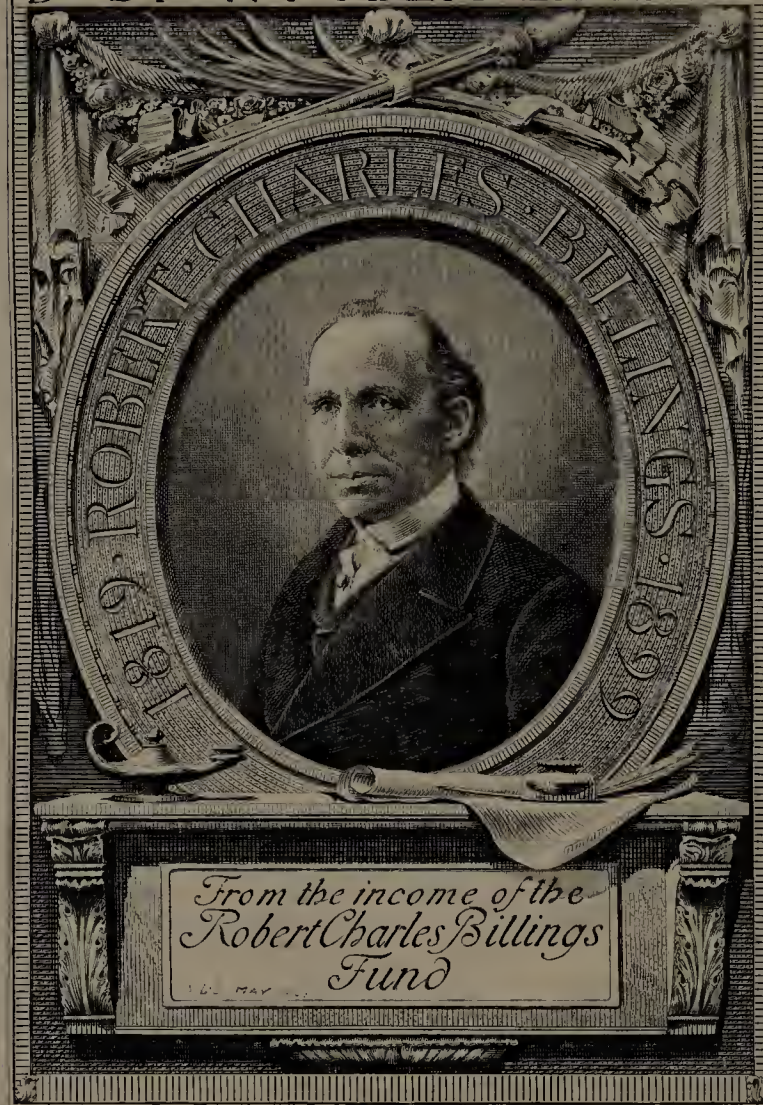
F72

Vol. 1

No. ★ D598.F72

V.1

BOSTON PUBLIC LIBRARY



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

RAPPORT

SUR

LA SITUATION DE LA SYRIE ET DU LIBAN

(JUILLET 1922-JUILLET 1923)



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1923

3843.351
1923-2

2

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

[France] MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

RAPPORT

SUR

LA SITUATION DE LA SYRIE ET DU LIBAN

(JUILLET 1922-JUILLET 1923)



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1923

C

767
—
2

X DS98

F725

1-1-1

1925

1925

Billings
Jan 13, 1925
P

2 v.

WHEELER
ET AL
NOTICE

SOMMAIRE.

PREMIÈRE PARTIE.

ORGANISATION GÉNÉRALE :

I. Fédération des États de Syrie	5
II. États fédérés	7
III. Grand Liban	9
IV. Relations de la Syrie et du Liban	10
V. Exercice de mandat	11

DEUXIÈME PARTIE.

ÉTAT POLITIQUE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	12
---	----

TROISIÈME PARTIE.

LA JUSTICE	14
----------------------	----

QUATRIÈME PARTIE.

ÉDUCATION ET ASSISTANCE PUBLIQUE :

I. Instruction publique	15
II. Service des antiquités	16
III. Assistance publique	17
IV. Wakoufs	22

CINQUIÈME PARTIE.

SITUATION ÉCONOMIQUE :

I. Commerce	24
II. Agriculture	27
III. Travaux publics	28
IV. Régime foncier	29
V. Postes et télégraphes	31

SIXIÈME PARTIE.

LES BUDGETS	31
-----------------------	----

ANNEXES.

ANNEXE I. — Rapport sur la situation antérieure au 1^{er} juillet 1922.

PREMIÈRE PARTIE. — Organisation générale	37
DEUXIÈME PARTIE. — Situation morale et économique de la Syrie et du Liban	47

ANNEXE II. — Texte du mandat	57
--	----

RAPPORT

SUR

LA SITUATION DE LA SYRIE ET DU LIBAN.

(JUILLET 1922 À JUILLET 1923.)

Un rapport établi il y a un an et qui figure en annexe au présent rapport a montré dans quelles conditions avait dû commencer le travail de la Puissance désignée pour donner son aide et ses conseils à la Syrie et au Liban. Il a exposé en même temps les grandes lignes de l'organisation donnée à ces pays. Cette organisation s'est continuée au cours des douze derniers mois sur les mêmes lignes, dans le même esprit et conformément aux termes du mandat approuvé le 24 juillet 1922 et mis en vigueur le 29 septembre 1923 par le Conseil de la Société des Nations.

PREMIÈRE PARTIE.

ORGANISATION GÉNÉRALE.

I

La Fédération des États de Syrie.

L'année écoulée a été principalement marquée par la Constitution de la Fédération des États de Syrie, décidée dès le commencement de 1921, annoncée à la fin de juin 1921 et dont l'organisation a été brièvement résumée dans le rapport de l'année dernière.

Le premier statut de l'organisme fédéral résulte d'un acte, signé le 28 juin 1922, « portant organisation provisoire de la Fédération des États autonomes de Syrie ».

Ce texte, tout en créant l'organisme fédéral, maintient les États autonomes comme base de l'organisation syrienne. Le Conseil fédéral a nettement le caractère d'une représentation d'États autonomes. Il se compose de trois Délégations d'États, ayant le même nombre de membres et ne disposant chacune que d'un suffrage. Les Délégations seront nommées par les Conseils élus dont les États doivent être dotés : provisoirement leurs membres sont désignés par les Gouvernements des États. Aucun projet ne peut être soumis au Conseil fédéral sans avoir été communiqué avant la session aux Gouvernements des trois États fédérés. Dans presque toutes les matières, ce sont les administrations des États qui exécuteront les décisions fédérales et, notamment, les travaux publics décidés et payés par le Gouvernement fédéral seront exécutés par les services des États si des concessionnaires ou entrepreneurs n'en sont pas chargés. Il a été jugé inutile et coûteux de centraliser l'exécution des travaux

publics en doublant par les services fédéraux de travaux publics les services qui existent déjà dans les États.

Mais, bien que les bases mêmes du régime d'autonomies locales donné à la Syrie n'aient pas été changées, les attributions de la Fédération ont été rendues sensiblement plus larges qu'il n'avait d'abord été prévu. L'arrêté 1459 *bis* décide que la législation sera fédérale en presque toutes les matières. Le budget de la Fédération n'est pas uniquement alimenté, selon le système formulé dans les premiers projets, par des contributions des États. Il a au contraire ses ressources propres très importantes, puisqu'elles comprennent la part attribuée à la Syrie des recettes douanières et qu'elles doivent, comme elles le font déjà cette année, suffire à couvrir les dépenses de la Fédération si celle-ci n'absorbe pas de nouveaux services dispendieux.

L'élargissement des pouvoirs de la Fédération, par rapport à ceux que lui donnaient les premiers projets, a encore été accentué par les premières délibérations du Conseil fédéral.

Celui-ci a tenu trois sessions. La première, très courte, ouverte à Alep le 28 juin 1922, jour de la signature de l'arrêté constitutif, n'avait pour objet que l'élection de son Président qui est en même temps le chef de l'exécutif fédéral. Son choix a porté, comme l'a noté le rapport de l'an dernier, sur Son Excellence Soubhi Bey Bereket, membre de la Délégation de l'État d'Alep, appartenant à une notable famille d'Antioche. Les deux autres sessions, tenues en décembre 1922 et avril-mai 1923 ont, au contraire, été des sessions de travail.

Dans la première le Conseil a voté des motions en faveur de la fédéralisation d'un certain nombre de services et de revenus que l'arrêté constitutif ne retirait pas aux États. Des Commissions, comprenant des fonctionnaires syriens, des techniciens français engagés par la Fédération et des conseillers prêtés par le Haut-Commissariat, ont siégé à Alep en février et au commencement de mars pour établir les modalités de ces fédéralisations. A la suite de leurs travaux, le Haut-Commissaire a pris, le 28 février, un arrêté n° 1874, fédéralisant un certain nombre de services, dont les principaux sont : la gendarmerie, la Justice civile et musulmane, les Services fonciers, les revenus constitués par les droits payés à ces services, des institutions d'enseignement général comme les Facultés de Damas, l'Académie arabe de cette ville et l'École d'agriculture de Selemie, ainsi que les recettes de ces institutions.

Le projet de budget établi pour donner suite à ces fédéralisations et les textes d'ordre législatif nécessités par certaines d'entre elles ont été soumis au Conseil fédéral dans sa session de printemps qui s'est ouverte le 16 avril à Damas, capitale historique des pays syriens où le siège des administrations fédérales a été transporté à la suite d'une motion votée par le Conseil dans sa session de décembre et sanctionnée par le Haut-Commissaire.

Au cours de cette session, qui a duré un peu plus d'un mois, et par des décisions du Président de la Fédération ou du Haut-Commissaire, un certain nombre de mises au point ont été opérées. La fédéralisation de la Justice, des Services fonciers, des Facultés et de l'Académie arabe de Damas qui se fondent en un organisme autonome appelé « Université syrienne » et de l'École de Selemie a été réalisée. Un texte fédéral sur l'état civil, dont les registres continuent à être tenus par l'administration des États, a été promulgué. Par contre, la question de la gendarmerie a été ajournée : le

rôle de la Fédération et celui des États devant être plus longuement étudié en ce qui concerne le recrutement et l'emploi de cette force.

Bien que « les conseils et l'aide » stipulés par l'article 22 du Pacte de la Société des Nations restent évidemment nécessaires au Gouvernement de la Fédération et au Conseil fédéral, il convient de signaler que ce dernier, qui s'est donné un règlement intérieur précis, a manifesté dans ses méthodes de discussion en 1923 sur 1922 un progrès qui est un encouragement pour la Puissance mandataire.

Il semble que les pouvoirs de la Fédération soient arrivés à un point où ils doivent être consacrés par la pratique, avant de recevoir de nouveaux développements. Non seulement un fonctionnement régulier des services fédéralisés comporte une période de mise au point, mais encore certaines résistances se sont manifestées contre des fédéralisations nouvelles. C'est ainsi que le passage à la Fédération de l'administration des anciens domaines hamidiens, que les États ont hérité du Gouvernement ottoman, a été repoussé. Malgré la tendance à l'unité, qui caractérise incontestablement les notables de la masse musulmane des États de Damas et d'Alep, un certain particularisme des intérêts matériels se fait jour et tend à maintenir la décentralisation. D'autre part, les Alaouites, qui constituent une minorité religieuse traitée avec fort peu de considération sous le régime ottoman, redoutent les progrès des pouvoirs de la Fédération, qui les mettrait sous le Gouvernement de la majorité sunnite de la Syrie. Il a fallu beaucoup de force persuasive pour leur faire accepter la fédéralisation de la Justice et des Services fonciers, et ils n'y ont consenti qu'en raison de la promesse que le Gouvernement français veillerait à ce que cette mesure ne porte pas atteinte aux intérêts de leur groupe.

Comme il a été déjà indiqué dans le rapport de l'an dernier, c'est l'expérience et les vœux des populations qui détermineront l'élargissement des attributions de la Fédération et feront décider de celles qui devront être conservées aux États. Rien dans le régime constitutionnel très souple donné à la Syrie n'exclut une solution ou l'autre. Et le fait que Conseil fédéral sera prochainement composé de Délégations élues par les Corps représentatifs dont les États vont être dotés, permettra à la volonté des différentes populations du pays de décider si le régime de la Syrie doit s'orienter ou non vers une plus grande centralisation, comportant une réduction de l'autonomie des États.

II.

Les États fédérés.

Aucune innovation n'a été apportée pendant l'année écoulée à l'organisation constitutionnelle des États, adoptée en 1920. Il convient cependant de signaler une réforme réalisée à la fin de 1922 et une innovation ou plutôt une réalisation qui se prépare et interviendra avant la fin de 1923.

Le seul reproche d'ordre pratique formulé par une partie de l'opinion syrienne contre l'organisation des États a été la dépense causée par le maintien de plusieurs Gouvernements dans un pays dont la richesse et la population n'en comportaient qu'un seul. Ce reproche était d'ailleurs exagéré : ceux qui l'opposaient à l'organisation donnée à la Syrie paraissaient souvent prendre pour des organismes d'État luxueux

et superflus les organismes provinciaux qu'il est impossible de ne pas conserver, même à un pays ayant un régime unitaire. Le Haut-Commissariat s'est cependant attaché à ne laisser aucune base à l'accusation de ceux qui reprochaient au régime fédéral d'être onéreux. Il a invité les États à ramener leur personnel administratif à l'effectif et à la dépense des vilayets turcs qu'ils ont remplacés. Cette réduction a été opérée au cours des dernières semaines de 1922 dans les États de Damas et d'Alep. L'État des Alaouites dont le cadre administratif est moins important n'appelait pas les mêmes réformes.

L'effort fait pour réduire le coût de la machine publique peut se mesurer aux chiffres suivants. Les budgets des États d'Alep et de Damas ont été respectivement ramenés à 21 et 25 millions de francs environ, après avoir subi chacun une réduction de 6 millions de francs, portant sur l'entretien de la gendarmerie et du personnel administratif. Cette économie de 12 millions dépasse de 9 millions de francs environ la dépense du Gouvernement fédéral (3 millions en dehors des services déjà existants dans les États et passés à la Fédération), qui a donc pu être constituée sans faire subir de charge nouvelle à la Syrie. Il convient d'ailleurs de constater que la dépense de 3 millions environ, ci-dessus indiquée, ne constitue pas entièrement une dépense nouvelle causée par la création de la Fédération. Certains organismes centraux de la Fédération, comme la Direction de la Justice, existaient déjà, répartis dans chacun des États et les Services fonciers, dirigés par le Haut-Commissariat, étaient payés en commun par tous les États sous mandat, grâce à un prélèvement sur les recettes douanières.

Comme il a été dit plus haut, les États vont être prochainement dotés de Corps représentatifs élus conformément à la promesse qui leur avait été faite par le général Gouraud dès juin 1921. La condition de la création de ces Corps est un recensement de la population permettant des élections, opération de longue haleine, aujourd'hui presque entièrement réalisée. Les recensements, faits de plus ou moins près selon les régions (on n'a pu opérer, par exemple, avec autant de précision dans la montagne alaouite que dans les plaines de la côte), sont achevés ou sur le point de l'être.

Ils ont donné les résultats suivants :

L'État d'Alep a 604,000 habitants, dont 212,000 pour le sandjak autonome d'Alexandrette.

L'État de Damas a 594,000 habitants.

L'État des Alaouites 261,000.

Le Djebel Druze 50,000.

Ces chiffres sont légèrement inférieurs à la réalité, les Bédouins n'ayant pas été recensés et pouvant compter pour 250,000, et un certain nombre de personnes s'étant sans doute abstenues de se faire inscrire pour éviter de payer leur carte de recensement ou craignant que l'opération eût un objet fiscal ou militaire, les Syriens redoutant encore la conscription, qu'il n'est cependant pas question d'établir. D'autre part, on n'a pas compté les récents réfugiés d'Anatolie qui peuvent être au nombre d'une cinquantaine de mille,

Mais si on évalue à 1,800,000 et 1,900,000 la population des États fédérés de Syrie, on atteindra sans doute la limite raisonnable. Avec les 570,000 habitants

(présents) qui ont été recensés au Grand Liban, où on a compté les émigrés ayant encore des propriétés, payant l'impôt et paraissant conserver l'esprit de retour, on trouverait un peu moins de 2 millions et demi comme nombre total des habitants des deux pays.

Nous croyons intéressant de signaler en passant que les Musulmans sunnites sont en Syrie 1,019,857, les Chiïtes 8,857 (tous dans l'État de Damas); les Alaouites 189,878 (dont 153,398 dans l'État des Alaouites); les Druzes 47,044 (dont 42.682 au Djebel Druze); les Ismaïliens 14,228; les Israélites 10,642, les étrangers et Libanais 15,316; les Chrétiens 167,601.

Pour le Grand Liban la répartition s'établit ainsi :

Chrétiens : 330,382 ; Musulmans : 274,711 (dont 124,786 Sunnites et 104,947 Chiïtes) ; Druzes : 43,633 ; Israélites : 3,503 ; étrangers et Syriens : 20,250.

Il convient de noter que toute la population est de langue arabe, sauf de très petits groupes parlant encore le syriaque et 87,000 habitants d'origine turque, principalement dans le sandjak d'Alexandrette, où leur culture propre est entièrement sauvegardée par le rang de langue officielle donné au turc dans les écoles, tribunaux et administrations du sandjak.

Les textes en préparation dans les différents États pour régler les conditions de l'élection des Corps représentatifs et leurs attributions ont déjà été, depuis dix-huit mois, l'objet d'études préliminaires et il paraissent devoir s'inspirer largement du système turc connu des éléments éduqués de la population, en théorie sinon en pratique, car la législation ottomane du régime de la Constitution de 1908 n'a jamais été réellement appliquée en Syrie. Lorsque des Conseils élus existeront dans les États et qu'ils éliront eux-mêmes le Conseil fédéral, comme le prévoit le statut constitutif de la Fédération, la Syrie aura un organisme constitutionnel complet, capable de représenter le pays, d'exprimer son opinion dans la mesure compatible avec l'état présent du développement politique et civique de sa population.

III

Grand Liban.

Le Grand Liban a son Conseil représentatif depuis le mois de mai 1922. Ce Corps représentatif a été élu au suffrage universel à deux degrés, un électeur du second degré étant désigné à raison de 250 électeurs du premier. Il y a un représentant par 20,000 habitants, ce qui donne une assemblée de 30 membres. Les élections ont lieu au scrutin de liste et dans les grandes conscriptions que constituent les sandjaks; cette division a été acceptée pour permettre à un plus grand nombre d'électeurs de voter pour des candidats appartenant à leur rite. Il a été jugé, en effet, nécessaire, pour éviter que les élections se fissent sur le terrain confessionnel, — ce qui aurait pu avoir des inconvénients graves — de laisser à chaque rite la représentation à laquelle lui donne droit son importance numérique. Les principales communautés religieuses : Maronites, Sunnites, Chiïtes, Grecs orthodoxes, Grecs catholiques et Druzes, disposent ainsi d'autant de sièges qu'elles comptent de fois

20,000 ressortissants; les rites minoritaires ont ensemble un représentant. Ce mode de représentation conservée de l'ancien régime libanais paraît donner à tous satisfaction.

Les attributions de l'Assemblée, d'abord dénoncées dans certains milieux comme insuffisantes, se sont révélées à l'usage proportionnées à l'état actuel du développement politique du pays libanais. Le Conseil représentatif vote le budget, et aucun impôt ou taxe ne peut être créé sans son vote favorable; le Gouverneur peut seulement, en cas de refus du Conseil, inscrire d'office au budget comme dépense obligatoire un crédit égal à celui qui avait été alloué par le budget précédent au service intéressé. Le Conseil est appelé à donner son avis sur toutes les questions intéressant l'État, et il peut prendre l'initiative de tous les vœux qui lui paraissent répondre à une nécessité. En fait, il a largement participé depuis plus d'une année à la vie politique du pays et les représentants de la Puissance mandataire n'ont jamais manqué de lui soumettre les questions présentant quelque importance. Bien que, en raison des divisions de sa population, le Grand Liban ait encore un Gouverneur français, il est, de tous les États compris dans le mandat de la France, celui qui a la vie politique la plus avancée, celui dans laquelle le pays participe le plus à son gouvernement.

L'une des tâches les plus importantes auxquelles il y aura lieu de s'attacher au Grand Liban, dans les mois qui vont suivre, consistera à comprimer les dépenses de personnel encore trop élevées, pour consacrer de plus grandes disponibilités aux dépenses de travaux publics. Une Commission composée de deux membres du Conseil représentatif et de fonctionnaires français et libanais a été réunie à l'instigation du Haut-Commissariat pour élaborer un programme de réformes administratives. Elle a déposé son rapport et présenté un programme d'économies dont il est nécessaire d'assurer la stricte application.

IV

Les relations de la Syrie et du Liban.

Le rapport de 1922 a mentionné le particularisme très vif de la majorité de la population du Liban et sa volonté de rester en dehors de la Fédération des États de Syrie.

Il était cependant indispensable de maintenir l'unité économique des deux pays affirmée dans les termes suivants par l'article II de l'arrêté constitutif de la Fédération : « Les États, fédérés ou non, compris dans le mandat français, ont un territoire unique au point de vue monétaire et douanier; aucune séparation douanière ou autre limitation du commerce ne pourra être instituée à l'intérieur de ce territoire. » Des questions d'intérêt commun doivent donc être réglées entre la Syrie, le Liban et aussi le petit État Druze qui veut rester en dehors de la Fédération. Les Libanais, comme il a été dit dans le rapport de l'an dernier, avaient exprimé le vœu que les relations nécessaires entre le Grand Liban et la Syrie fussent assurées non par un organe commun, mais par des négociations menées entre les deux pays sous les auspices du Haut-Commissariat.

Ce système a pris forme dans une Convention signée le 30 janvier 1923 entre le Président de la Fédération des États de Syrie et le Gouverneur du Grand Liban. Ce

texte stipule que des projets d'ententes à conclure entre les deux pays pour l'adoption de lois ou de règlements uniformes, la participation à des travaux d'intérêt commun, l'utilisation ou la création d'institutions présentant un intérêt commun sont soumis à des Délégations, syrienne et libanaise, qui discutent sous la présidence d'un Représentant du Gouvernement français. L'initiative des ententes appartient au Président de la Fédération et au Gouverneur du Grand Liban. Le Haut-Commissaire peut, cependant, dans le cas où l'entente n'est pas proposée par le Chef de l'un ou l'autre Gouvernement, prendre l'initiative d'inviter la Syrie et le Liban à faire discuter un projet par leurs Délégations. Dans le cas où un accord n'interviendrait pas, lorsqu'il s'agit de l'exécution des traités internationaux, du paiement de dettes exigibles, de l'ordre et de la sécurité publique ou de la satisfaction d'un besoin essentiel de la Fédération ou du Grand Liban, le Haut-Commissaire a le droit de décider. Ainsi les Gouvernements locaux peuvent prendre toutes les initiatives voulues, discuter librement les questions communes aux deux pays, le Représentant du Gouvernement français se réservant de les suppléer s'ils restent passifs ou ne peuvent se mettre d'accord dans les cas où une solution est nécessaire.

V

L'exercice du mandat.

Aucune modification n'a été apportée à l'esprit dans lequel par avance le mandat avait été exercé ni à l'essence de son organisation. Les organes d'application du mandat restent, comme il a été montré dans le rapport de l'an dernier, extérieurs et simplement juxtaposés à la hiérarchie des pouvoirs indigènes, assez complets pour pouvoir fonctionner par eux-mêmes, n'était le manque d'expérience politique qui nécessite l'assistance prévue par l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations. Les Représentants du mandataire conseillent, contrôlent, mais n'administrent pas, sauf dans quelques cas exceptionnels et dans quelques services dont il sera parlé ci-après.

Au cours de l'année écoulée, un certain nombre d'agents, qui relevaient uniquement du Gouvernement français, ont passé dans les hiérarchies locales et sont désormais les subordonnés des Gouvernements indigènes. La plupart des conseillers techniques ont disparu du Haut-Commissariat et de ses Délégations; quelques-uns ont été supprimés, les autres sont entrés au service des Gouvernements indigènes. C'est ainsi que le conseiller agronome, le chef des Services fonciers sont devenus des fonctionnaires fédéraux, soumis à la réglementation du Gouvernement de la Fédération qui les a engagés par contrat. Les conseillers financiers des Gouvernements d'Alep, de Damas et des Alaouites sont devenus des fonctionnaires des États. En même temps une partie des conseillers administratifs placés par le Haut-Commissariat auprès des moutessarifs ont été supprimés; ils n'existent plus au Grand Liban, où leurs fonctions sont partiellement remplies par les deux Inspecteurs des services administratifs engagés par le Gouvernement libanais.

Le Haut-Commissariat a estimé que, tout en maintenant fermement le contrôle mandataire, il convenait de transférer autant que possible aux Gouvernements locaux les services gérés jusqu'ici en dehors d'eux.

A partir du 1^{er} janvier 1924 les services de la police, des ports et de la navigation et des postes et télégraphes seront gérés, sur leurs territoires respectifs, par les gouvernements de la Syrie et du Grand Liban qui ont demandé à adhérer, chacun pour son compte et par l'entremise du Gouvernement français, à l'Union postale universelle. Les budgets de ces services seront incorporés aux budgets fédéral et libanais et discutés, comme les autres chapitres, par les Assemblées représentatives des deux États. La réglementation maritime et son application, ainsi que le fonctionnement des postes intéressant particulièrement les étrangers, un contrôle plus étroit sera maintenu sur ces services tout au moins pendant la première période de leur gestion par les Gouvernements locaux.

Ainsi se poursuit l'application du mandat : les Gouvernements locaux voient élargir leurs attributions, ils sont dotés de pouvoirs représentatifs, ils peuvent prendre des initiatives, gérer les affaires publiques, manifester leurs capacités, en étant conseillés, contrôlés et au besoin redressés selon la nécessité qui a inspiré l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations.

Prochainement, ne demeureront plus en dehors des administrations locales que les douanes, service dont le partage entre la Syrie et le Liban est assez délicat, et trois petits services affectant particulièrement les étrangers : les rapports avec les sociétés concessionnaires de l'Empire ottoman, la protection de la propriété commerciale, industrielle et artistique, et les quarantaines.

Les seuls agents français ayant une part directe à l'administration du pays sont le Gouverneur du Grand Liban et le Gouverneur de l'État des Alaouites. Les divisions confessionnelles et, en outre, chez les Alaouites, l'inexpérience administrative complète où le régime précédent avait tenu la population, ont rendu jusqu'à présent nécessaire le maintien de fonctionnaires français dans ces deux postes, avec l'approbation d'ailleurs de la grande majorité de la population des pays intéressés.

En résumé, au cours de l'année juillet 1922—juillet 1923, le Gouvernement français a mis l'administration du pays entre les mains de Syriens ou de Libanais. La Puissance mandataire n'en devra cependant pas exercer avec moins de sollicitude et de vigilance la mission qui lui est dévolue. Sous la forme à laquelle elle est maintenant parvenue, et comme l'expérience en a montré la nécessité, cette mission devra désormais se poursuivre avec une patiente et persévérante activité.

DEUXIÈME PARTIE.

L'ÉTAT POLITIQUE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

La Syrie et le Liban ont été très calmes pendant l'année écoulée, et ils le seraient même restés complètement, n'étaient les excitations venues du dehors. Celles-ci se sont surtout manifestées dans le Nord, où une propagande très active a été menée et où toute une organisation destinée à troubler le pays a été constatée. Les agitateurs ne se sont pas contentés d'essayer de répandre la xénophobie, mais ils ont encore voulu obtenir de l'intimidation ce qu'ils n'obtenaient pas de la propagande. Des bandes venues presque toutes du Nord de la frontière, mais grossies d'éléments de

désordre qu'elles rencontraient dans le pays, ont parcouru les régions au Nord-Est d'Alep et le pays montagneux qui s'étend au Sud-Ouest de cette ville. Les autorités civiles et militaires ont pris des mesures énergiques pour faire cesser ces incursions. Les groupes mobiles ont été mis à la poursuite des bandes, un certain nombre de villages ont été organisés pour résister. Les conduites très rudes faites à certaines bandes, les pertes sensibles qu'elles ont subies mettront sans doute assez rapidement fin à ce brigandage si les autorités locales turques, dont l'attitude a pendant longtemps paru incertaine, font, comme c'est leur devoir le plus strict, la police au Nord de la frontière.

Dans le Sud, il y a eu deux centres d'agitation : au Djebel Druze, et dans le Chouf, au Liban. Un chef druze a tenté de troubler la région méridionale du Djebel. D'autre part, des assassinats de chrétiens par les Druzes et réciproquement se sont produits dans le Chouf qu'avaient ensanglanté les massacres de 1860.

Les mesures prises au Djebel Druze, l'institution au Chouf d'un tribunal qui a promptement jugé les assassins, le désarmement des villages druzes et chrétiens, méthodiquement conduit, ont fait cesser les désordres. Ce rétablissement de la sécurité a été directement, au Djebel Druze, et peut-être aussi, quoique indirectement, au Chouf, facilité par l'attitude prise par les autorités britanniques de Transjordanie et particulièrement par le Commandant de la gendarmerie de cet État. Il a combiné les mouvements de sa force avec ceux des colonnes françaises qui poursuivaient le chef de l'agitation et ce dernier a dû faire sa soumission. Les complicités et le refuge que les agitateurs du Chouf croyaient pouvoir trouver en certains points reculés de la Transjordanie leur ont fait défaut.

La collaboration des autorités des deux pays s'est précisée et régularisée : des arrangements ont été pris des deux côtés de la frontière pour se seconder dans la poursuite des bandes, et un accord réglant l'extradition, inspiré de celui qui a été passé entre les Hauts-Commissariats britannique et français en Palestine et en Syrie, va être conclu avec la Transjordanie.

A part ces agitations locales et provoquées surtout par des éléments extérieurs, le calme n'a cessé de régner et l'état politique de la Syrie et du Liban est tranquille. Les membres des diverses confessions religieuses continuent à être animés d'une ancienne tradition de solidarité en attendant que se précisent l'esprit public et le sentiment national. L'un et l'autre devront se développer par le jeu des institutions qui ont été résumées plus haut, et par l'éducation politique à laquelle contribueront les efforts de la Puissance mandataire. Mais, pour le moment, on peut dire que l'immense majorité de la population aspire surtout à la sécurité complète des personnes et des biens et à des conditions économiques meilleures.

La tâche de sécurité incombe en premier lieu aux forces françaises, qui sont le soutien nécessaire de la gendarmerie dès que paraissent des bandes un peu fortes. Les effectifs de la gendarmerie ont dû être réduits pour permettre les grosses compressions budgétaires qu'il a fallu faire subir aux budgets des États de Damas et d'Alep, en passant de l'exercice 1922 à l'exercice 1923; cette réduction a été de 1,281 unités et elle a fait tomber le nombre des gendarmes de Damas et d'Alep (y compris le sandjak d'Alexandrette) à 3,184. L'effectif total des gendarmes est de 4,477 dont 1,089 pour le Grand Liban. La réduction sensible opérée à Damas et

à Alep est corrigée en partie par l'amélioration du corps. La gendarmerie de Damas, qui a une école spéciale, est déjà très bonne; elle a réprimé le brigandage avec un véritable courage. A la suite des événements du Chouf le Gouvernement libanais a demandé une mission française pour former et encadrer sa gendarmerie; la bonne organisation et la judicieuse utilisation de ce corps dans tous les pays du mandat, ainsi que l'augmentation de la valeur de la Légion syrienne, qui compte 6,500 hommes et constitue une force proprement militaire, sont parmi les principaux soucis du Commandement français : il s'agit de préparer des forces locales capables de soutenir, de plus en plus, sans l'intervention des troupes françaises, les Gouvernements locaux dont la Puissance mandataire a facilité la création et qu'elle s'efforce de faire fonctionner.

TROISIÈME PARTIE.

LA JUSTICE.

La réforme de la justice n'a pu faire que de lents progrès en attendant l'arrivée des magistrats français qui, spécialement appelés à collaborer au règlement des procès concernant les étrangers après la suppression des tribunaux consulaires, contribueront en même temps à améliorer l'ensemble de l'administration de la justice. C'est à la rentrée judiciaire d'automne que cet élément, nécessaire pour permettre à la Puissance mandataire de s'acquitter des obligations que lui crée l'article VI de la Déclaration du mandat, fera son apparition en Syrie et au Liban.

En attendant, des efforts ont été faits pour améliorer la magistrature indigène. Les conseillers français placés auprès des Gouvernements des États se sont efforcés de développer la conscience professionnelle et les connaissances juridiques des magistrats par des conférences, des instructions, des inspections.

Des réformes de détail ont été réalisées en ce qui concerne, soit l'organisation judiciaire proprement dite, soit les services annexes : création à Hama d'une section criminelle de la cour d'appel de Damas, constitution d'une deuxième Chambre à la Cour de cassation de Damas qui devient Cour de cassation des États fédérés, création d'une Cour d'appel à Lattaquié, extension de la compétence des juges de paix, constitution des barreaux de Damas, Alep, Lattaquié, création à Damas et Lattaquié d'un bulletin de recherches des criminels, création de commissions arbitrales des loyers, inspections des prisons et réformes des régimes pénitentiaires, création d'un service du casier judiciaire et organisation d'un service de répression des fraudes à Lattaquié.

Deux éléments nouveaux vont avoir une influence importante sur l'œuvre de la réforme de la justice : la fédéralisation de la justice en Syrie et l'introduction d'un certain nombre de magistrats français dans les juridictions syriennes et libanaises.

La fédéralisation permettra d'unifier l'effort de la Puissance mandataire, d'élargir le recrutement et les perspectives de la carrière de la magistrature, d'affranchir le juge de son milieu, des influences souvent fâcheuses que des considérations de famille, politiques ou religieuses peuvent exercer sur lui. Un travail de revision sera entrepris ainsi qu'il est formellement prévu dans les textes organiques de la Fédération, avec

la participation des magistrats français qui, dès le 1^{er} janvier 1924, seront introduits dans les juridictions syriennes et libanaises.

Il y a lieu de remarquer, dès maintenant, que les réformes projetées donneront toutes garanties aux étrangers, puisque pour les affaires les concernant le tribunal sera obligatoirement présidé par un magistrat français et, si les intéressés le demandent, composé en majorité de magistrats français.

A côté de ces fonctions importantes les magistrats français auront en outre, comme il a été indiqué plus haut, à aider et stimuler les magistrats syriens et libanais dans les efforts que ceux-ci ne manqueront pas de faire à tous les degrés de la hiérarchie, pour redresser les abus, améliorer les méthodes, développer le service juridique et assurer la meilleure justice à leur propre pays.

QUATRIÈME PARTIE.

ÉDUCATION ET ASSISTANCE PUBLIQUES.

I

L'Instruction publique.

Les écoles privées sont en grande majorité, et nombre d'entre elles continuent à recevoir de la Puissance mandataire des subventions qu'elles recevaient depuis longtemps du Gouvernement français. Les écoles publiques sont encore peu nombreuses et la modestie des budgets des États sous mandat ne permet pas de les développer très rapidement. Le tableau suivant permet cependant de constater qu'il y a de ce côté une amélioration sensible.

DÉSIGNATION.	NOMBRE D'ÉCOLES.		NOMBRE D'ÉLÈVES.	
	1921.	1922.	1921.	1922.
Écoles officielles.....	409	461	16,897	30,145
Écoles privées subventionnées.....	966	990	72,141	75,242

Il résulte de ces chiffres que si les écoles privées subventionnées avaient presque toutes repris leur fonctionnement dès 1921, le nombre des écoles officielles, et encore plus l'effectif de leurs élèves, encore très modeste, continuent à se développer.

Les écoles officielles se répartissent de la manière suivante entre les États sous mandat : Damas : 150 ; Grand Liban : 121 ; Alep : 86 ; Alaouites : 69 ; sandjak autonome d'Alexandrette : 35. La plus grande partie des écoles privées se trouvent au Grand Liban où les chrétiens sont en majorité.

Les écoles subventionnées par le Haut-Commissariat ont présenté :

au certificat d'études primaires.....	446	candidats.
au brevet élémentaire.....	54	—
au brevet supérieur.....	2	—
au baccalauréat (1 ^{re} partie).....	48	—
au baccalauréat (2 ^e partie).....	20	—
au doctorat en médecine.....	30	—
au diplôme de pharmacie.....	5	—
à la licence en droit.....	21	—
au doctorat en droit.....	11	—
au diplôme d'ingénieur.....	10	—

Plus de la moitié des candidats ont, en moyenne, pour les diverses épreuves, été reçus, la proportion étant beaucoup plus forte dans les écoles supérieures.

Il convient d'observer que les principes scolaires suivis sont des plus libéraux. La libre concurrence est assurée aux écoles étrangères. L'enseignement religieux reste entièrement libre dans toutes les écoles officielles ou privées de la Syrie et du Liban. Les programmes établis pour les divers degrés de l'enseignement officiel ne comportent aucune limitation à l'enseignement de la religion et de la morale religieuse. Les droits des communautés de conserver et d'ouvrir des écoles sont assurés : l'ouverture de nouvelles écoles de rites n'est subordonnée qu'à l'accomplissement des formalités légales de la demande d'autorisation. Celle-ci est accordée pourvu que le maître produise des diplômes montrant qu'il a la capacité nécessaire et pourvu que le local scolaire présente les conditions sanitaires requises.

Les écoles qui ont l'appui, non seulement moral, mais encore matériel du Gouvernement français, sont au nombre de 1,006.

Les écoles de Palestine et de Cilicie comptées dans les chiffres donnés l'an dernier ne figurent plus dans ce nombre.

Il convient de noter l'appui tout particulier donné aux écoles ouvertes pour les réfugiés Arméniens qui étudient dans leur langue et reçoivent l'enseignement religieux de leurs rites. Ces écoles ont été créées soit par les Arméniens des deux rites, grégorien et catholique, soit par des étrangers.

L'arabe et le français sont adoptés comme langues officielles selon les dispositions de l'article XVI de la Déclaration de mandat. Le même rang est assuré à la langue turque dans le sandjak autonome d'Alexandrette.

II

Service des Antiquités.

On ne saurait parler des œuvres d'éducation et d'assistance sans mentionner les travaux du Service des Antiquités, particulièrement importants dans ce pays où se sont accumulés les restes des civilisations qui se succédèrent depuis plus de cinquante siècles dans l'Asie Occidentale.

Malgré la réduction des crédits accordés par le Gouvernement français pour la période d'organisation du mandat, le Service des Antiquités du Haut-Commissariat a

été maintenu et son activité pendant les douze mois a eu des résultats d'un intérêt exceptionnel. On peut dire sans exagération qu'il n'y a pas de période dans l'histoire de la Syrie et du Liban depuis les origines jusqu'à l'invasion mongole qui n'ait reçu des travaux exécutés pendant cette période quelques éclaircissements. Des recherches faites à Byblos (Djebail, Liban-Nord) ont présenté un intérêt tout particulier puisqu'elles ont démontré que, dès les premières dynasties égyptiennes, des relations existaient entre l'Égypte et le pays qui devait devenir plus tard la Phénicie.

Comme œuvre annexe aux recherches et travaux du Service des Antiquités il convient de signaler la création de l'Institut Archéologique et d'art musulmans de Damas. Le Haut-Commissariat a acheté la maison Azem, type du Palais de riches Damasquins des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, pour y installer cet Institut. Un musée y a été créé où sont réunies les poteries, étoffes, broderies et menuiseries qui peuvent illustrer l'histoire de l'art musulman dans le Levant. Au Musée ont été joints des ateliers où les ouvriers d'art, qui végétaient et menaçaient même de disparaître complètement, sont réunis et travaillent avec la liberté d'esprit que leur donne l'assurance du pain quotidien, et les inspirations qu'ils trouvent dans les objets anciens qui leur sont donnés pour modèles.

En raison de l'intérêt particulier que la Société des Nations porte aux études archéologiques et à la protection des Antiquités, il a paru utile de joindre à ce rapport d'ensemble un rapport particulier sur les travaux archéologiques réalisés pendant l'année écoulée.

III

L'assistance.

Le gros effort qu'il a fallu donner, en ce qui concerne l'assistance, dans les pays où nous exerçons le mandat a dû porter, pendant l'année écoulée, sur les réfugiés chrétiens, surtout Arméniens et Grecs d'Anatolie. Cette question des réfugiés a été dès le début, comme l'indiquait le rapport de l'an dernier, un des gros soucis de l'autorité française. Pour montrer ce qu'a dû être l'effort d'assistance à ces exilés, il convient de faire un retour en arrière.

Au début, la tâche des autorités françaises en Syrie et au Liban en ce qui concerne les Arméniens a été d'assurer si possible leur retour dans leur foyer et la reprise de leur existence dans leur pays d'origine. Cette tâche a entraîné non seulement la création à Alep d'un service de rapatriement qui a eu à s'occuper d'environ 100.000 personnes, mais encore l'institution en Cilicie d'un certain nombre d'œuvres d'assistance destinées à faire vivre, au moins pendant la première période, les réfugiés. Ces œuvres se composaient de sept orphelinats, d'une section industrielle, d'une section de cordonnerie et d'une section d'assistance par le travail qui comportait huit ateliers différents. Non seulement ces œuvres d'assistance ont servi à secourir les réfugiés mais encore elles ont été des organes très appréciés d'éducation professionnelle. Les dépenses faites pour les réfugiés ne se sont pas élevées à moins de 40 millions de francs : en 1921 le budget de l'œuvre spéciale d'assistance aux Arméniens était encore de 5 millions de francs et le nombre des orphelins complètement entretenus aux frais de la Puissance mandataire était de 1,646.

Mais une situation nouvelle se produisit en 1921, réduisant à rien les résultats d'une grande partie des efforts accomplis et donnant une nouvelle tâche très lourde à la Puissance mandataire. La plupart des Arméniens refusèrent de rester en Cilicie après l'évacuation de cette province par les troupes françaises en exécution de l'accord d'Angora. Les Chrétiens aisés partirent les premiers et gagnèrent Chypre et l'Égypte.

Le reste, soit 30,000 personnes peu aisées et indigentes, se dirigèrent vers la côte ou vers les frontières de Syrie. Devant leur volonté arrêtée de quitter, coûte que coûte les pays restitués à l'administration turque, le Gouvernement français autorisa leur entrée en Syrie, et le Haut-Commissariat reçut la mission de régulariser d'urgence cet exode et d'assister au besoin les réfugiés invalides ou momentanément hors d'état de se procurer du travail. Des bateaux spéciaux furent rapidement affrétés et aménagés pour effectuer ce genre de transport. En quelques jours, dans la seconde moitié de décembre 1922, 16,500 réfugiés furent transportés de Mersine aux différents ports de la Syrie, et Beyrouth seul en recevait 10,500. En même temps 12,000 réfugiés passaient par voie de terre la frontière et arrivaient à Alexandrette et à Alep. Plusieurs centaines également, voyageant par mer pour leur propre compte, débarquaient dans les différents ports. En une quinzaine de jours les 30,000 réfugiés, en grande majorité Arméniens, décidés à quitter une fois encore leurs foyers étaient en territoire ami et sûr sous la protection française.

Ils furent au début, pendant la période d'observation médicale et en attendant leur répartition et leur placement, alimentés par les soins du Haut-Commissariat qui, au cours de toute l'année 1922, continua sans arrêt son assistance aux invalides (vieillards, infirmes, veuves, orphelins, etc.), soit en moyenne 1,200 rationnaires en permanence, et prit à sa charge les frais d'hospitalisation dans les différents hôpitaux locaux.

La tâche que s'imposa le Haut-Commissariat ne consistait d'ailleurs pas à donner une assistance complète et durable à ces réfugiés, mais bien à les mettre en pays sûr, à les fixer pour quelques temps au moins, après une longue période d'insécurité et de pérégrinations, et enfin à leur donner toutes facilités pour se procurer du travail.

C'est dans ce but que les capacités d'absorption des différentes localités ou régions de Syrie et du Liban furent minutieusement étudiées. De chaque point de débarquement furent ensuite organisés des convois secondaires, soit par mer, soit par voie ferrée ou par camions automobiles, destinés à transporter les réfugiés dans des localités où leur réception était préparée et où ils ne tardèrent pas à gagner petit à petit leur existence comme artisans des petits métiers dans lesquels ils excellent. Ce système de dispersion, outre les facilités qu'il donnait au point de vue travail, avait en outre l'avantage d'éviter les gros rassemblements qui pouvaient avoir au point de vue économique et social de sérieux inconvénients.

Par ailleurs, des sociétés charitables s'organisèrent, des initiatives privées ou confessionnelles furent heureusement orientées, de sorte qu'au bout de quelques mois le Haut-Commissariat pouvait sans inconvénient supprimer à peu près complètement à partir du 1^{er} janvier 1923, ses secours spéciaux aux réfugiés arméniens.

Des orphelinats, des ouvroirs s'étaient organisés et fonctionnaient normalement pour les enfants sans soutien et pour les veuves, en même temps que les Gouver-

nements locaux prenaient à leur charge les soins aux malades aigus ou contagieux. Quant aux réfugiés valides, leur installation se perfectionna progressivement et par leurs propres moyens, les abris constitués au début par des tentes, mises à leur disposition par les autorités françaises, se transformèrent peu à peu en maisonnettes d'abord très sommaires construites en matériaux variés, puis en maisons de bois plus confortables, plus spacieuses et plus durables; certains réfugiés construisent maintenant, de plus en plus loin des camps où ils étaient d'abord groupés, de véritables immeubles. Dans les camps eux-mêmes, des ruelles se sont tracées, des boutiques se sont ouvertes, les haillons ont disparu, et ainsi se poursuit cette organisation progressive qui est l'indice de la vitalité d'une race qui, en aucun cas, au cours de cet exode, n'a donné de signes de découragement ni d'abandon.

Au point de vue de la sécurité, il n'y eut à aucun moment de troubles sérieux, les vols et délits n'augmentèrent nullement, et jamais il ne fut constaté que la mendicité ait sensiblement augmenté dans les villes par suite de l'installation de ces éléments nouveaux.

La présence de ces réfugiés ne fut en Syrie et au Liban la cause d'aucune épidémie. La chose pouvait être redoutée cependant, car d'assez nombreux cas de variole avaient été constatés en Cilicie dans le cours du mois de décembre 1921; la saison était particulièrement pluvieuse et les conditions de transport et de première installation s'annonçaient défectueuses. Dans la mesure du possible, les réfugiés furent vaccinés contre la variole avant leur départ de Cilicie. Pour plus de sûreté, la vaccination fut systématiquement renouvelée dans tous les ports de débarquement, en même temps qu'une mise en observation médicale était rigoureusement instituée avant de laisser les réfugiés s'infiltrer dans les populations urbaines. Partout où la chose fut possible, les mesures de balnéation et d'épouillage furent prises, et c'est ainsi qu'à Beyrouth notamment les 10,500 réfugiés qui arrivèrent par voie de mer furent automatiquement douchés, épouillés et vaccinés dès leur arrivée, en même temps que les vêtements et le linge de corps étaient passés à l'étuve. Les bagages furent également l'objet d'une surveillance sanitaire; la chose était indispensable en raison de la nature des objets transportés : tapis, couvertures, matelas, etc. A titre d'exemple, à Beyrouth seulement il fut manipulé, à l'occasion du débarquement des réfugiés, 25,000 mètres cubes de colis et ballots de toute espèce.

Le bon état sanitaire des réfugiés et leur tranquillité ont calmé les appréhensions des populations de Syrie et du Liban qui accueillaient ces émigrés avec une certaine méfiance.

Aujourd'hui, les traces de cette émigration se dissipent et l'on peut dire que ces réfugiés ont entièrement harmonisé leur existence avec celle des populations autochtones. Le grand exode de la fin de 1921 s'acheva par le transfert au Liban, au cours de l'année 1922, des orphelinats que le Gouvernement français avait laissés à Adana sous la protection de son Consul général, mais qui furent en butte aux difficultés constantes provoquées par les autorités kémalistes. Aussi les 491 enfants qui peuplaient encore ces orphelinats furent-ils ramenés en pays de mandat français, et installés dans des établissements salubres fonctionnant sous le contrôle et aux frais de la Puissance mandataire.

A peine ce dernier épisode de l'émigration de 1921 se terminait-il qu'un nouvel

afflux aussi considérable, se produisait. Les mesures d'intimidation, prises par les Turcs victorieux des Grecs, à l'égard des chrétiens d'Anatolie ont précipité ces derniers sur les routes de l'exil. C'est surtout à Alep qu'ils sont venus.

Au 1^{er} janvier 1923, d'après les renseignements du service de la police, 14,766 réfugiés avaient gagné cette ville. Au mois de janvier, l'exode continua et le nombre des arrivants a été de 8,042.

En février	1,850
En mars.....	700
En avril.....	1,100
En mai et juin.....	750

Soit un total de 27,308, sans compter les réfugiés qui gagnèrent Alexandrette, d'où ils cherchèrent à gagner directement la Grèce.

Ces réfugiés étaient composés d'environ un tiers de Grecs et deux tiers d'Arméniens à côté desquels figuraient environ 1,000 Assyro-Chaldéens.

Les conditions dans lesquelles se fit cet exode n'ont rien de comparable avec celles de l'exode qui suivit l'évacuation de la Cilicie dont il fut parlé plus haut. A ce moment, en effet, les Arméniens qui quittèrent la Cilicie le firent sous notre protection, par des convois et des transports organisés, ayant eu le temps nécessaire pour emporter une bonne part de leurs biens.

Cette fois, au contraire, les Arméniens et particulièrement les Grecs partirent précipitamment; ces derniers venaient même de régions très lointaines, voisines du Caucase et des bords de la Mer Noire, presque sans bagages, marchant à pied, protégés pendant leur exode et aidés avec le plus grand dévouement par le Near East Relief américain, qui s'engagea à les amener jusqu'aux frontières de Syrie où ils trouveraient l'appui des autorités françaises et pourraient entrer en relations avec le Consul général de Grèce à Beyrouth qui assurerait leur rapatriement en Grèce.

C'est donc à Alep qu'arrivèrent pendant six mois des réfugiés par centaines, dans une situation lamentable. Chose plus grave, leur état de misère avait facilité l'apparition de cas de typhus qui se montrèrent aussitôt assez nombreux et constituaient un danger grave pour un groupement aussi dense, et une menace constante pour les populations syriennes.

Ainsi dans un détachement de 1,200 émigrés amené directement à Tripoli par les représentants du Near East Relief 13 cas de typhus furent signalés le jour même de leur arrivée. La situation était inquiétante d'autant plus que la ville de Tripoli ne possédait pas de moyens suffisants pour isoler complètement et désinsectiser sérieusement des effectifs aussi importants. Par voie de mer, sur un bateau spécial qui fut ensuite soumis à une sulfuration et à une désinfection intensives, et dont le personnel épouillé à fond fut l'objet d'une surveillance sanitaire prolongée, ces 1,200 émigrés, à l'exception des malades et suspects, furent en quelques heures transportés à Beyrouth, et isolés au lazaret, doté depuis l'occupation française d'une installation sanitaire moderne à gros rendement.

Les cas de typhus se déclarèrent nombreux dans le convoi et en quelques jours 70 cas avaient été diagnostiqués; ce ne fut que lorsque vingt-cinq jours se furent écoulés sans apparition de cas nouveaux après le quatrième épouillage que ce foyer

épidémique fut considéré comme éteint. 104 cas avaient été constatés avec seulement 12 décès. La population civile de la ville de Beyrouth resta indemne, et il en fut de même à Tripoli.

Pendant cette période, les cas de typhus exanthématique se sont multipliés parmi les réfugiés en stationnement à Alep, sans cependant que le terme d'épidémie puisse être réellement employé. Du mois de janvier au mois de juin 1923, il fut constaté 109 cas de typhus ayant donné lieu à 20 décès, le maximum ayant été atteint au mois de mars avec 36 cas et 5 décès. Des mesures énergiques étaient d'ailleurs prises, et tous les réfugiés sans exception furent douchés, épouillés à plusieurs reprises. Dans ces conditions les cas de typhus disparurent complètement, et actuellement aucun cas n'est plus signalé ni à Alep ni à Beyrouth.

Il a été effectué à Alep 19,490 vaccinations ou revaccinations antivarioliques. Le pourcentage des succès (65 p. 100) indique d'ailleurs que cette mesure était des plus utiles et épargnait aux populations un réel danger.

L'état de misère dans lequel se trouvaient ces réfugiés nécessitait des mesures immédiates.

Les autorités françaises ont distribué :

En janvier 1923.....	17,555 rations journalières en moyenne.			
En février 1923.....	15,988	—	—	—
En mars 1923.....	14,924	—	—	—
En avril 1923.....	9,997	—	—	—
En mai 1923.....	5,000	—	—	—
En juin 1923.....	2,500	—	—	—

Soit un total général pour l'année de 2,871,920 rations.

Des dons particuliers permirent également d'effectuer des distributions de vêtements qui étaient particulièrement nécessaires.

Il importait de hâter l'envoi en Grèce des Grecs d'Anatolie qui, normalement, y devaient être reçus, le plus tôt possible ;

Rapatrier à Mossoul le groupe assyro-chaldéen qui s'était réfugié à Homs ;

Répartir, comme au cours de 1922, les Arméniens dans les territoires de Syrie et du Liban.

Le Gouvernement hellène n'a pu autoriser immédiatement le rapatriement en Grèce de ceux des Grecs anatoliens, au nombre de 5,000 environ, qui avaient trouvé abri sur le territoire syrien ; 2,200 réfugiés ont été transportés d'Alep sur Beyrouth en vue de les rapatrier ou de les utiliser pour les travaux agricoles au Liban, dans des villages grecs orthodoxes. En attendant ce rapatriement le Haut-Commissariat assure provisoirement à Beyrouth le ravitaillement journalier de 1,300 rationnaires particulièrement misérables (malades, veuves, orphelins).

La France ne pourra cesser son effort à l'égard de ces réfugiés grecs, que lorsque le Gouvernement d'Athènes aura pris les dispositions nécessaires pour leur rapatriement.

Le Groupement assyro-chaldéen, composé actuellement de 640 personnes et également ravitaillé par nos soins, attend à Homs que le Gouvernement de l'Irak ait pris les mesures nécessaires à son transport en Mésopotamie.

En ce qui concerne les Arméniens, le problème qui s'est posé au début de 1922 s'est posé de nouveau, et le programme adopté fut le même, tendant à leur assurer du travail. Un millier a été transporté d'Alep sur Bayrouth et 3,000 d'Alep sur Damas. Le nombre total d'Arméniens actuellement fixés dans les différentes localités de Syrie et du Liban est d'environ 45,000.

Une autre catégorie de misères que la Puissance mandataire a dû secourir est celle des affamés du Liban et des nombreux orphelins qu'ils ont laissés derrière eux. Le rapport de l'an dernier a montré quel avait été l'effort fait pendant deux années par le service du ravitaillement, pour parer aux suites de cette famine qui avait coûté la vie à 180,000 Libanais au moment où les armées alliées leur ont apporté la délivrance et des secours.

Dix mille orphelins ont été recueillis dans seize orphelinats créés au Liban. Les familles des parents en ont repris un grand nombre. Cependant au 1^{er} janvier 1923 les enfants entretenus dans les divers établissements d'assistance étaient encore 3,000. Il faudra plusieurs années encore pour que le nombre des orphelins entretenus au Liban tombe à ce qu'il doit être normalement par rapport au chiffre de la population.

L'effort financier fait depuis quatre ans pour secourir les populations de Syrie du Liban et de Cilicie peut être évalué à 80 millions de francs, dans lesquels :

les frais de nourriture figurent pour une proportion de 40 p. 100 ;

les frais de transport pour 40 p. 100 ;

les soins médicaux pour 4 p. 100 ;

le logement et divers pour 16 p. 100.

IV

Les wakoufs.

Le rapport de l'an dernier a signalé sommairement la création, en 1921, d'un contrôle des wakoufs par les représentants de la Puissance mandataire. Celle-ci, incitée par l'abandon des wakoufs et le sentiment de ses responsabilités, avait ainsi devancé les obligations qui lui sont créées par l'article VI du mandat, qui prévoit qu'elle exercera le contrôle de l'administration des wakoufs. Il est apparu très vite qu'il fallait non seulement assurer la bonne gestion des wakoufs, mais encore les inventorier, pour les reconstituer dans la mesure où ce domaine des œuvres a été dilapidé, et assurer que ses revenus vont bien aux œuvres auxquelles ils ont été voués.

Malgré l'intérêt que les wakoufs présentent pour l'entretien et le développement des œuvres d'assistance et même des œuvres scolaires, ils se trouvaient livrés au pillage au moment où s'est produite notre intervention.

Les opérations abusives s'étaient multipliées. Les registres avaient disparu en partie. Les dispositions légales avaient été violées. La constitution de droits réels sur les wakoufs avait été tolérée. Contrairement à la loi ottomane qui interdit la création des wakoufs à double redevance sans l'autorisation souveraine, certains mudirs ou mutewelis avaient consenti des contrats de quasi-aliénation, constituant en fait des

approbations déguisées et frauduleuses d'aliénation des wakoufs à des taux dérisoires.

Le préjudice causé aux fondations de bienfaisance par ces spoliations et ces opérations abusives s'aggravait de la destruction partielle des registres, du désordre de la gestion et de la présence de trop nombreux fonctionnaires inutiles.

A Damas, le nombre des fonctionnaires de la Direction générale avait augmenté dans des proportions considérables ; ce nombre, qui s'élevait à 11 en l'année 1331, atteignait 27 en l'année 1336. Parallèlement, le taux mensuel des traitements passait de 8,100 piastres turques à 54,560 piastres-or au cours de la période même.

Nulle part les revenus des wakoufs ne suffisaient plus pour assurer l'entretien des œuvres cultuelles. Les administrations étaient endettées. L'armée turque, en quittant la Syrie, avait emporté les sommes déposées dans les caisses. L'administration dut être subventionnée par le Haut-Commissariat pour combler le déficit budgétaire.

En raison même de leur caractère universel d'œuvres de bienfaisance, les wakoufs peuvent donner en Syrie un revenu qui permettra d'augmenter et d'élargir les œuvres d'assistance publique, de couvrir entièrement le budget du culte musulman, d'aider aussi, dans une notable proportion, les œuvres d'enseignement du droit et de la littérature musulmane. Il sera possible de moderniser les hôpitaux, les asiles, les œuvres de secours de toutes sortes qui vivent actuellement sur les revenus de leurs wakoufs.

Toutes les communautés ont demandé avec insistance qu'un contrôle fût sur ces biens, assuré ; certaines mêmes, et non des moins importantes, demandaient que le contrôle fût directement exercé par l'autorité française.

Mais le caractère très spécial des wakoufs imposait de procéder dans ce domaine avec une extrême prudence. Il s'agissait strictement de s'inspirer des principes juridiques et coutumiers admis et appliqués en cette matière, de ne rien introduire dans les dispositions réglementaires qui fût contraire à la tradition religieuse. Il a donc été procédé à la réorganisation de l'administration des wakoufs par des fonctionnaires musulmans, sous le contrôle d'un organisme central musulman. C'est dans ce sens qu'a été créé, après consultation et accord de juristes musulmans, un contrôle général des wakoufs musulmans pour l'ensemble des territoires de Syrie et du Liban.

L'organisme central se compose du Conseil supérieur des wakoufs et de la Commission générale.

Le Conseil supérieur est chargé de prendre les décisions concernant la réglementation applicable aux biens wakoufs, et en général toute décision donnant lieu à interprétation juridique. Dans ce Conseil siègent les plus hauts magistrats de l'ordre judiciaire Cherieh (tribunaux religieux musulmans) des capitales des Gouvernements de Syrie et du Liban, le Contrôleur général des wakoufs et un délégué de chacun des Gouvernements locaux.

La Commission a pour rôle principal de discuter et d'approuver le budget et les comptes de gestion qui lui sont soumis par le contrôleur des wakoufs ; ce Conseil comprend un délégué de chacune des commissions locales élu par les membres des commissions.

L'organe d'exécution est représenté par le Contrôleur général des wakoufs. Tous

les fonctionnaires des wakoufs dépendent de lui. Il répartit selon les décisions du Conseil supérieur les ressources excédant les besoins normaux de fondations, contrôle la gestion des mudirs locaux et de mutewelis, surveille l'administration des sociétés de bienfaisance musulmanes et veille au bon emploi de leurs revenus. L'intervention de la Puissance mandataire se borne à la gestion administrative : dans les questions d'ordre religieux, les décisions prises en exécution des dispositions de la loi Cherieh sont exécutoires dans les mêmes conditions que les jugements rendus par les tribunaux Cherieh.

Dans le domaine financier des améliorations très sensibles ont été réalisées. Les revenus qui étaient en 1920 de 2,560,000 francs sont passés en 1922 à 4,662,463 francs, les dépenses normales ont passé dans la même période de 2,660,100 francs en 1920 à 2,900,000 francs en 1922. En outre il a été bâti au cours de la même période de nouvelles constructions pour une somme globale de 8,000,000 francs. Les dettes des administrations ont été remboursées en totalité à Beyrouth, Lattaquié et Alep. A Damas 100,000 francs ont été remboursés, et le solde réduit à 200,000 francs.

Dans le domaine de l'enseignement, de l'assistance publique et des œuvres culturelles, de nombreuses écoles ont été ouvertes : à Damas et à Alep des universités religieuses ont été créées, de nombreuses œuvres de bienfaisance ont été subventionnées, la léproserie de Damas a été relevée et réorganisée, vingt mosquées ont été ouvertes ou rendues au culte.

Dans le domaine artistique, la création de musées a été décidée par le Conseil supérieur des wakoufs. La restauration des monuments anciens et leur protection est en voie d'être assurée. A cet effet, des techniciens ont été engagés, un accord avec l'Institut archéologique et d'arts musulmans de Damas est sur le point d'être réalisé. L'inventaire des manuscrits et des livres précieux existant en Syrie va être commencé et une bibliothèque d'ensemble constituée. Un catalogue des œuvres d'art sera établi et publié.

Dans le domaine économique, de très sérieux progrès ont été accomplis. C'est ainsi que les jardins et les terrains wakoufs feront désormais l'objet de locations de long terme avec obligation de mise en valeur. L'istibdal (vente par voie d'échange) des terrains ou des immeubles wakoufs grevés de droits réels, ainsi que des terres rurales appartenant aux wakoufs, sera effectué dès cette année. Le produit de ces opérations sera employé à la construction de maisons d'habitations à bon marché, destinées aux familles nombreuses.

CINQUIÈME PARTIE. SITUATION ÉCONOMIQUE.

I

Le Commerce.

La situation commerciale de la Syrie et du Liban a souffert pendant les douze derniers mois non seulement de la crise mondiale mais encore de l'appauvrissement de l'Anatolie où s'étaient éconlées beaucoup de marchandises importées ou fabriquées

en Syrie, et enfin de la création de barrières douanières entre les pays sous mandat et l'Empire turc dont ils faisaient autrefois partie.

L'autorité mandataire s'est efforcée de remédier à cette situation. Elle a continué à veiller au bon fonctionnement de la douane et travaillé spécialement à améliorer le régime des mercuriales, institué l'an dernier, pour éviter toute contestation et tout retard dans l'application du droit de 11 p. 100 *ad valorem* qui grève toutes les marchandises importées : les mercuriales sont maintenant fixées chaque mois par une Commission qui comprend des fonctionnaires et des représentants qualifiés du commerce et de l'industrie. La revision mensuelle à laquelle procède cette Commission se base sur les variations des cours des produits et le cours des changes.

L'accord douanier conclu le 25 octobre 1921 avec la Palestine a continué à fonctionner d'une manière satisfaisante. Sous son régime, la douane syrienne rembourse à la douane palestinienne le montant des droits qu'elle a perçus sur les marchandises étrangères exportées en Transjordanie et réciproquement. Il en résulte que le commerce peut se faire entre les deux pays sans autre difficulté que celle de faire une déclaration des marchandises en partance à la douane du pays exportateur, qui accomplit toutes les formalités. Un accord identique vient d'être conclu avec la Transjordanie à la suite de négociations menées pendant le printemps 1923. Si des accords ayant une autre base, mais facilitant le maintien des vieilles relations commerciales, n'ont encore pu être conclus avec la Turquie, c'est en raison des retards indéfinis apportés par le Gouvernement kémaliste à ratifier la Convention douanière négociée à Beyrouth en 1922 comme corollaire de l'accord d'Angora.

Pour rendre toute l'ampleur possible aux ventes de la Syrie et du Liban, les interdictions d'exportations édictées en raison de la situation économique et même alimentaire précaire de ces pays au lendemain de l'armistice ont été rapportées.

L'état économique ne sera assuré que si on parvient à développer la production. Même en assurant autant que possible aux principales villes de Syrie et du Liban le maintien de leur rôle de centres de répartition et de concentration commerciales, on ne pourra pas donner à ces pays une vie économique saine et stable si leurs ventes au dehors ne se développent pas largement, ce qui ne sera possible que s'ils ont des produits propres de leur sol ou de leur industrie à exporter. Leur mouvement d'échanges révèle une situation paradoxale : en 1922 le montant des importations a été de 526 millions de francs contre 114 millions seulement d'exportations (y compris 26,423,000 francs de réexportations).

Certains éléments compensent, sans doute, cet énorme déficit de la balance commerciale : les riches Syriens et Libanais ont des capitaux et des propriétés à l'étranger, particulièrement en Égypte; les émigrés, en majorité Libanais, envoient de grosses sommes à leurs familles restées au pays natal; les villes syriennes et libanaises continuent à prélever une partie du bénéfice que leur assurait antérieurement leur rôle dans le commerce de l'ensemble des pays qui constituaient l'Empire ottoman. Enfin, et surtout, les dépenses des troupes françaises leur assurent des moyens de paiement; on peut dire que ces pays ont vécu dans une large mesure des dépenses de l'armée turque, puis de celles des forces anglaise et française.

Mais cette dernière ressource diminue en même temps que les effectifs entretenus dans le pays par la Puissance mandataire. L'argent accumulé s'écoule et il est certain

que la Syrie et le Liban n'aurent pas longtemps les moyens de supporter un tel écart entre leur production et leur consommation.

La situation tend, à vrai dire, à s'améliorer légèrement. La balance commerciale avait été plus déficitaire au cours de l'année 1921 qu'en 1922. Les quelque 20 millions d'augmentation constatée en 1922 dans le chiffre des exportations sont dus en grande partie à la reprise de la production de la soie.

Le progrès de cette dernière industrie ne ressort pas nettement des statistiques du tableau ci-après, mais une partie considérable des 26 millions de « produits et dépouilles d'animaux », vendus en 1922 contre un chiffre presque nul en 1921 représentant des cocons et la soie grège, a empêché de tomber au-dessous de 22 millions le chiffre « tissus » qui était de 30 millions en 1921, année au cours de laquelle les réexportations, qui portent largement sur les tissus, n'avaient pas encore été décomptées :

TABLEAU A.
Commerce extérieur des États de la Syrie et du Liban en 1921 et 1922.

DÉSIGNATION.	IMPORTATION.		EXPORTATION.	
	1922.	1921.	1922.	1921.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Animaux vivants	2,734,543	2,769,458	2,822,710	89,064
Produits et dépouilles d'animaux	9,116,602	12,267,634	26,965,402	40,192
Pêche.....	3,639,773	1,062,605	160,750	"
Substances animales	12,000,269	1,929,900	5,526,276	556
Farineux alimentaires.	27,194,985	18,524,482	3,272,527	3,593,243
Fruits et grains.....	17,248,366	6,893,661	6,405,262	3,021,676
Denrées coloniales de consommation.....	34,882,947	52,068,425	4,267,566	4,025,247
Huiles et suc végétaux.....	12,134,957	29,100,731	1,554,049	4,008,365
Espèces médicinales.	855,169	30,765,525	888,762	2,193,686
Bois.....	5,907,172	14,804,354	113,276	472,329
Teintures et tanneries.....	1,969,308	224,487	65,067	4,159
Boissons.....	6,433,240	12,236,522	224,546	541,215
Produits et déchets divers.	8,591,944	10,978,556	783,622	3,102,724
Pierres et combustibles minéraux.....	34,864,942	55,421,630	500,553	1,807,629
Métaux.....	12,701,842	6,869,542	200,328	233,472
Produits chimiques.....	9,329,739	33,710,718	3,089,915	689,939
Teintures préparées.....	2,350,545	2,095,064	1,227,890	1,378
Couleurs.....	2,621,652	1,024,804	3,200	14,050
Compositions diverses.....	6,589,651	6,615,801	711,884	1,964,424
Poteries.	2,707,007	1,067,087	7,090	12,063
Verreries et cristalleries.	7,868,703	11,768,883	116,555	138,408
Fils.....	23,185,866	7,085,543	690,419	156,901
Tissus.....	148,725,170	186,526,577	22,243,051	30,440,664
Papier et ses applications.....	8,466,950	11,358,237	241,916	293,644
Peaux et pelleteries ouvrées.	15,131,885	15,872,184	369,365	487,598
Ouvrages en métaux.....	36,849,378	25,031,667	1,155,554	214,033
Armes et munitions.....	2,002,204	4,261,677	30,826	174,241
Meubles et ouvrages en bois.....	6,485,953	2,712,611	541,724	199,640
Instruments de musique.....	2,859,348	3,745,375	14,504	17,580
Ouvrages de sparterie.....	9,284,403	1,546,495	747,132	33,461
Ouvrages en matières diverses.....	37,238,229	21,673,506	4,936,440	5,540,801
	511,926,742	592,013,941	87,880,147	68,500,382
Articles en franchise.....	14,326,888	9,642,980	"	"
Réexportation.....	"	"	26,423,000	"
TOTAUX.....	526,253,630	601,656,921	114,303,147	68,500,382

TABLEAU B.

*Importation et exportation de la Syrie en 1921 et 1922
par pays de provenance et de destination.*

PAYS DE PROVENANCE OU DE DESTINATION.	IMPORTATION.		EXPORTATION.	
	1921.	1922.	1921.	1922.
	francs.	francs.	francs.	francs.
France.....	117,374,000	92,280,000	10,494,000	30,194,000
Angleterre.....	148,304,000	116,386,000	930,000	1,094,000
Égypte.....	128,236,000	104,682,000	18,927,090	20,784,000
Turquie.....	43,608,000	23,086,000	27,932,000	9,021,000
Italie.....	49,180,000	58,510,000	1,741,000	6,182,000
Allemagne.....	15,778,000	40,750,000	468,000	11,317,000
Amérique.....	47,269,000	32,873,000	6,702,000	13,853,000
Belgique.....	26,703,000	30,455,000	58,000	831,900
Hollande.....	11,847,000	5,878,000	49,000	8,000
Autriche.....	436,000	1,385,000	4,000	51,000
Suède.....	280,000	347,000	"	"
Portugal.....	177,000	596,000	"	"
Indes.....	1,945,000	4,138,000	"	"
Chypre.....	1,912,000	5,182,000	107,000	265,000
Suisse.....	1,964,000	766,000	"	"
Grèce.....	1,000,000	289,000	4,000	47,000
Autres pays.....	5,644,000	10,651,000	2,424,000	4,233,000
	601,657,000	526,254,000	69,840,000	87,880,000
Réexportation.....				26,423,000
TOTAL.....				114,303,000

La bonne récolte de 1923 et la reprise du mouvement de transhumance des troupeaux venant de la région de l'Euphrate donneront de nouveaux éléments d'exportation à la Syrie. Mais un sérieux effort est à faire pour redresser la balance commerciale. La situation est malheureusement rendue très difficile par les prix que demandent les producteurs syriens et libanais et la cherté d'une main-d'œuvre gâtée par les conditions créées par la guerre : les prix demandés pour le travail et les produits en Syrie et au Liban sont disproportionnés à ceux qui sont pratiqués sur les marchés étrangers.

II

L'Agriculture.

C'est l'agriculture qui doit assurer la vie des pays syriens, qui n'ont actuellement ni la main-d'œuvre ni la matière première nécessaires à un développement industriel considérable et qui, d'autre part, ne présentent pas et ne paraissent pas promettre de richesses minières appréciables. Le Gouvernement fédéral syrien a si bien compris cette situation qu'il a fondu dans une Direction unique les Travaux publics et l'Agriculture.

Celle-ci a continué à être l'objet de l'attention de la Puissance mandataire. Des

mesures ont été prises pour pousser et guider la population dans le développement de la sériciculture qu'encourageait en même temps la hausse des prix des cocons et des filés. Des spécialistes ont été appelés pour guider les producteurs de cocons du Grand Liban et de l'État des Alaouites. L'importation des graines soumises aux vérifications de la méthode pasteurienne ont repris, grâce en grande partie aux efforts des acheteurs de soie lyonnais, qui s'efforcent de faire reprendre son niveau d'avant-guerre à la production syrienne et libanaise encore entravée non seulement par la diminution du nombre de mûriers, mais encore par la disparition d'une grande partie de la main-d'œuvre qui s'employait à cette industrie au Liban, où la population a été réduite de plus du tiers par la famine qui a ravagé la montagne pendant la grande guerre, et où les plantations de mûriers avaient été dévastées, les arbres étant coupés sur l'ordre des Turcs pour fournir du combustible aux locomotives, ou vendus comme bois de chauffage par leurs propriétaires qui ne trouvaient pas l'écoulement avantageux de leurs cocons. Un effort sérieux se poursuit en ce moment pour reconstituer les vergers de mûriers.

Des études variées ont été faites sur la situation agricole du pays, la possibilité du développement des cultures, et sur l'introduction de cultures nouvelles. Des semences ont été procurées à la population, notamment dans l'État des Alaouites. Des variétés de fourrages susceptibles de prospérer dans un pays à climat sec ont été étudiées. Enfin, sur l'initiative d'un Conseiller français dont il s'est assuré le concours, le Gouvernement fédéral a chargé le service vétérinaire de mener la lutte contre les épizooties, et fait entreprendre par le service météorologique un relevé méthodique des conditions climatiques de la Syrie et du Liban.

Beaucoup peut être fait pour augmenter la production agricole. Sur 4 millions d'hectares représentant l'évaluation des superficies cultivables, un quart à peine est emblavé. Malheureusement la nature du sol et l'irrégularité des pluies ne se prêtent pas, sur la plus grande partie de ces terres, à l'emploi de méthodes perfectionnées. C'est à l'extension des cultures arbustives et des irrigations, deux œuvres de longue haleine, que l'on doit demander le plus sûr développement agricole de la Syrie et du Liban.

III

Travaux publics.

Les Travaux publics, dont le principal souci doit être de servir l'agriculture devront donc être orientés vers l'étude puis la réalisation des irrigations auxquelles de grandes superficies paraissent se prêter, notamment dans la vallée de l'Oronte. Les ressources hydrauliques ont commencé à être étudiées de près en 1922 par une mission spéciale appelée pour faire un inventaire des disponibilités de la Syrie et du Liban en matière d'eaux disponibles, non seulement pour l'irrigation, mais encore pour la production de la force.

Les travaux publics neufs ont nécessairement été en très petit nombre, comme il était inévitable, par suite de la faiblesse des crédits inscrits pour les Travaux publics et qui, ainsi qu'on le verra plus loin, sont d'environ 13 millions de francs en 1923 pour l'ensemble des budgets de la Syrie et du Liban. Il convient cependant de noter

que la construction des routes a continué : la route côtière destinée à relier la frontière de Palestine à Alexandrette a été achevée jusqu'à Lattaquié. Un certain nombre d'ouvrages d'art importants ont dû être construits sur les rivières traversées par cette route. La route de Beyrouth à Damas a été remise complètement en état, de même que la route d'Alep à Alexandrette.

La remise en état du port de Beyrouth s'est poursuivie. A Lattaquié les travaux de renforcement de la digue de protection ont été entrepris. A Alexandrette, les travaux du petit port à barcasses et à remorqueurs ont été poussés activement. La jetée Ouest de ce port est achevée et la jetée Nord-Est est en cours d'exécution. Les travaux sont assez avancés pour que ce port ait déjà pu être mis en exploitation. Un appontement est en construction à Tripoli. Des travaux de voirie sont entrepris dans toutes les villes. Un très sérieux effort d'amélioration s'accomplit à Beyrouth. Des travaux de drainage et de comblement ont éloigné les marais qui enserraient de près la ville d'Alexandrette.

La réfection des chemins de fer endommagés, ou dont la superstructure avait été enlevée pendant la guerre, ayant été achevée en 1921, aucun travail nouveau n'a été fait sur le réseau ferré dont les lignes principales existent déjà. Notons cependant que l'une des deux premières lignes à construire, la ligne Alep-Alexandrette (l'autre serait la ligne Tripoli-Beyrouth) a été l'objet d'une étude faite au cours de ces derniers mois.

IV

Le régime foncier et le cadastre.

L'élément qui, avec les travaux publics et surtout les irrigations, doit le plus contribuer à développer l'agriculture est l'amélioration du régime foncier et l'établissement du cadastre. La sécurité, la précision données à la propriété par le cadastre, la mobilité qui lui sera assurée par l'immatriculation foncière, encourageront les capitaux à se consacrer à l'agriculture et faciliteront le crédit dont elle a besoin. Un sérieux effort a été fait de ce côté dans les pays sous mandat au cours de l'année écoulée.

Dès le début l'attention du Haut-Commissariat a été attirée sur la défectuosité du régime foncier, qui a été et est encore un obstacle au développement agricole du pays. Les études poursuivies sur son initiative démontraient, en même temps que la complexité et les défectuosités du régime en vigueur, la nécessité et l'urgence des réformes propres à satisfaire aux besoins économiques du pays. Les Turcs eux-mêmes l'avaient compris. Les projets de réforme de l'enregistrement des terres (Defter Khané) qu'ils avaient préparés, mais sans les faire aboutir, ont été repris dès 1920, date à laquelle un service spécial a été créé à cet effet au Haut-Commissariat. L'action de ce service s'est exercée dans les domaines suivants :

1° *législatif*, afin de préparer l'évolution et la transformation de la législation foncière et son adaptation aux nécessités économiques, sociales ou techniques ;

2° *administratif*, afin de réorganiser sur des bases modernes les services actuels de la propriété, d'améliorer les méthodes, en vue de constituer le livre foncier et la conservation de la propriété ;

3^o *technique*, afin de donner à la propriété, par la constitution d'un cadastre, une base certaine, et au régime fiscal une assiette meilleure.

Les États du Liban et de Syrie adoptaient, en 1921, le programme des réformes envisagées.

Le 1^{er} janvier 1923, le Service foncier était, pour la Syrie, rattaché à la Fédération des États et maintenu sous la direction d'un fonctionnaire français engagé par le Président de la Fédération, et chargé de continuer en Syrie l'œuvre entreprise; une organisation analogue est à l'étude dans l'État du Grand Liban, et sera réalisée dès que les revenus budgétaires de l'État le permettront.

Un certain nombre de réformes ont, dès à présent, été accomplies.

Dans le domaine législatif, il a été possible de procéder, sans alourdir ni transformer les organismes existants, à la réorganisation du régime hypothécaire, de manière à le mettre en harmonie avec les besoins. Il fallait permettre à la Syrie de trouver aussi rapidement que possible des capitaux importants pour répondre aux besoins du commerce, ainsi qu'à la nécessité d'exploiter ses richesses naturelles. Cette réorganisation a fait l'objet d'un texte promulgué le 20 mars 1922.

Le système envisagé ne transforme pas l'administration existante, et ne nécessite aucune augmentation du personnel. Il respecte les principes fondamentaux qui sont à la base de la législation ottomane, maintient les habitudes traditionnelles, n'impose aucune formalité nouvelle, puisqu'au contraire il donne aux contractants des facilités que le régime antérieur ne leur offrait pas. Il ne constitue, par suite, qu'une simple évolution. Bref, il perfectionne le régime administratif, et met dans la matière législative l'ordre et la cohésion qui lui manquaient autrefois.

D'autre part, sous l'impulsion donnée par le Service foncier, de grand progrès ont été réalisés dans l'application et l'interprétation des textes épars et souvent contradictoires de la législation en vigueur; il s'est établi à la faveur de cette action continue une nouvelle pratique légale, qui facilitera dans l'avenir l'application des réformes nécessaires.

Dans le domaine administratif, des mesures ont été dès le début prises, pour empêcher les abus, les usurpations et les fraudes que facilitait l'état de désordre et de désorganisation des services existants. Les registres fonciers avaient été emportés lors du départ de l'armée turque, ou détruits; il a fallu procéder à la reconstitution des archives, à la recherche et à la protection du domaine de l'État, et enfin protéger et assurer l'exercice des droits de propriété de chacun. Les efforts poursuivis ont apporté plus d'ordre dans le chaos indescriptible créé par la guerre. Parallèlement, les États du Liban et de Syrie adoptaient en 1921, les réformes préconisées qui consistaient à établir simplement le cadastre des régions exploitables, et à constituer pour l'ensemble de la Syrie et du Liban le livre foncier, par une simple transformation du système actuellement en vigueur.

En vue de fixer les méthodes d'exécution, une expérience d'application du nouveau système envisagé a été poursuivie en 1922 dans la Bekaa, où le recensement et le cadastre de la région de Tanail-Ehtna a été effectué. Les résultats obtenus ont permis de mettre définitivement au point les méthodes, et de passer à l'application du nouveau régime par régions entières, dès le début de 1923.

Dans le domaine technique, il convenait tout d'abord de former un personnel capable. Une école de géomètres a été créée à Beyrouth, où les jeunes Syriens ont pu se former à la pratique des travaux topographiques. Un corps de techniciens a été créé de toutes pièces. Les travaux entrepris ont été poursuivis avec l'aide des services de l'armée.

La triangulation géodésique couvre déjà le tiers du territoire syrien. La triangulation topographique préalable aux travaux du cadastre et d'irrigation s'étend sur la Bekaa, la région de Homs, une partie de la région d'Alep, le territoire exploitable de l'État des Alaouites.

Enfin, les travaux du cadastre ont été entrepris et sont actuellement en cours dans la région de Homs, dans le caza de Maaret-el-Noman, au Sud-Ouest d'Alep et dans la partie de la plaine d'Akkar qui relève de l'État des Alaouites.

Les opérations du recensement, de délimitations et d'enregistrement des biens immeubles seront, dans cette dernière région complètement terminées cette année; une conservation de la propriété a été créée à Tartous, le livre foncier sera, dès cette année, ouvert; une expérience d'application d'un impôt foncier est envisagée dès que les opérations seront terminées.

À la date du 1^{er} juillet 1923 les Services fonciers avaient procédé, outre les travaux énoncés ci-dessus, au recensement, à la délimitation, au bornage et au lever cadastral de 1,200 propriétés ou immeubles dans la Bekaa et de 3,600 dans la plaine d'Akkar.

Le programme envisagé prévoit que les opérations seront entièrement terminées avant 1930, dans les régions exploitables de la Syrie.

V

Les Postes et Télégraphes.

Tout le service des Postes et Télégraphes des pays sous mandat français a été réorganisé depuis 1921. Il faut, notamment, signaler les améliorations introduites en ce qui concerne les colis postaux et les courriers qui sillonnent, de plus en plus nombreux, la Syrie et le Liban, en usant de tous les moyens, y compris l'aviation militaire.

On peut dire que, à l'heure actuelle, les Postes et Télégraphes qui seront, à dater du 1^{er} janvier 1924, gérés par les Gouvernements syrien et libanais, sont à même de prêter tout le concours voulu au développement économique du pays.

La Syrie et le Liban ont demandé, comme il a été noté plus haut, leur entrée dans l'Union postale universelle.

SIXIÈME PARTIE.

LES BUDGETS.

Un bref aperçu de la situation des budgets doit compléter les renseignements qui viennent d'être donnés sur l'organisation du pays et l'œuvre du mandat.

Des modifications ont été apportées depuis trois ans à l'organisation financière, pour la mettre en harmonie avec l'organisation politique du pays et aussi avec l'esprit

du mandat. Le budget général qui existait en 1921 a été supprimé en 1922, car il ne tenait pas compte de l'indépendance du Grand Liban par rapport aux États syriens. Il a été remplacé par le budget de recettes à répartir, et le budget de fonds de concours, gérés par le Haut-Commissariat. Ceux-ci doivent eux-mêmes disparaître en 1924, les services et institutions qui sont inscrits à ces deux budgets devront pour la plupart être transférés aux Gouvernements locaux ou être directement subventionnés par eux. Il ne restera plus, en 1924, comme service important encore indépendant de ces Gouvernements que le Service des douanes, qu'il serait prématuré de leur transférer avant de savoir dans quelles conditions devra être gagée la part de la Dette publique ottomane qui sera mise à la charge des pays de mandat français. Les recettes douanières seront réparties entre la Syrie et le Grand Liban sur des bases qui font en ce moment l'objet d'une négociation entre les deux États.

Les budgets locaux des deux derniers exercices et les prévisions pour l'exercice en cours se présentent comme suit :

BUDGETS COMMUNS AUX ÉTATS DE LA SYRIE ET DU LIBAN.

A. *Exercice 1921. — Budget général.* — Ce budget créé pour 1921 s'appliquait aux recettes et dépenses des services suivants gérés en commun :

Pour leur totalité : Douanes — Postes et Télégraphes — Services quaranténaires — Capitaineries des ports.

En partie : Justice — Gendarmerie — Sûreté générale — Service de Santé — Instruction publique — Agriculture et travaux publics.

L'exécution de ce budget a fait ressortir la balance suivante :

Recettes.....	68,147,774 francs
Dépenses.....	67,037,058
Excédent.....	<u>1,110,716</u>

Dans le chiffre des dépenses est comprise une somme de francs : 24,673,000, représentant les subventions versées aux budgets particuliers des États.

B. *Exercice 1922.* — Le budget général a été supprimé en 1922 et remplacé par deux budgets spéciaux :

1° *Un budget des recettes à répartir*, alimenté exclusivement par les revenus dont le Haut-Commissariat n'a pas estimé, pour des considérations diverses, pouvoir remettre immédiatement la gestion aux États; ce budget s'appliquait aux services suivants : douanes, postes, capitaineries des ports, services quaranténaires, dont les excédents ont été versés à des comptes spéciaux ouverts à la Syrie d'une part et au Liban de l'autre;

2° *Un budget sur le fonds de concours*, destiné à faire face à des dépenses communes à plusieurs États, et alimenté par des prélèvements consentis par ces mêmes États sur leurs comptes spéciaux.

L'exécution des divers services de ces budgets se traduit approximativement comme suit :

I. — RECETTES À RÉPARTIR.

DÉSIGNATION.	RECETTES.	DÉPENSES.
	francs.	francs.
Douanes.....	59,306,000	(2) 22,145,000
Postes.....	6,597,000	9,414,000
Services quaranténaires.....	610,000	459,000
Capitaineries des ports.....	153,000	173,000
Recettes diverses.....	1,260,000	22,000
Répartitions effectuées en 1922 (1).....	"	32,871,000
TOTAUX.....	67,926,000	65,084,000

(1) Sous réserve des reversements des retenues pour pensions et des dépenses d'exercices clos.

(2) Y compris :

a) Le reversement de la surtaxe douanière 3 p. 100 revenant à la Dette publique ottomane.....	15,230,000
b) Les remboursements de droits à la réexportation.....	2,985,000
	<u>18,215,000</u>

II. — FONDS DE CONCOURS.

Recettes.

Prélèvements effectués sur les comptes spéciaux des États.... 1,299,000 francs

Dépenses.

Sûreté générale.....	389,000 ^f	
Agriculture.....	217,000	
Institut antirabique.....	30,000	
Immatriculation foncière.....	308,000	
	<u>944,000</u>	
Excédent disponible reporté en 1923.....	355,000	
	<u>1,299,000</u>	<u>1,299,000</u>

Une partie du report à l'exercice 1923 est grevé de dépenses restant à payer à titre d'exercices clos, soit environ : 270,000 francs.

BUDGETS DES ÉTATS.

Exercice 1921.

Pour assurer l'équilibre des budgets des États en 1921, de fortes subventions ont dû être allouées par le Haut-Commissariat sur le produit du budget général et sur les fonds du Haut-Commissariat lui-même.

Recettes de l'exercice 1921 (1).

DÉSIGNATION.	RECETTES PROPRES.	SUBVENTION DU BUDGET général.	SUBVENTION du HAUT- COMMISSARIAT.	TOTAL.
	francs.	francs.	francs.	francs.
État du Grand-Liban	25,710,000	8,924,000	11,835,000	46,467,000
— d'Alep	15,191,000	4,837,000	6,414,000	26,442,000
— de Damas	35,835,000	7,044,000	7,351,000	50,230,000
Sandjak autonome d'Alexandrette	2,852,000	1,935,000	2,565,000	7,352,000
État des Alaouites	9,509,000	1,934,000	2,565,000	14,008,000
TOTAUX	89,097,000	24,674,000	30,728,000	144,499,000

Situation de l'exercice 1921 (1).

DÉSIGNATION.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENT.	DÉFICIT.
	francs.	francs.	francs.	francs.
État du Grand-Liban	46,467,000	48,635,000	"	2,168,000
— d'Alep	26,442,000	25,080,000	1,362,000	"
— de Damas	50,230,000	49,799,000	431,000	"
Sandjak autonome d'Alexandrette	7,352,000	7,255,000	91,000	"
État des Alaouites	14,008,000	9,425,000	4,583,000	"
TOTAUX	144,499,000	140,194,000	6,473,000	2,168,000

Exercice 1922.

En 1922, aucune subvention n'a été allouée aux États par le Haut-Commissariat sur les fonds du budget français, et l'équilibre des budgets locaux a été recherché à l'aide des seules ressources des pays de mandat. Le tableau ci-après établit que cet équilibre n'a pu être réalisé entièrement, sauf pour le sandjak autonome d'Alexandrette et l'État des Alaouites. Mais il y a lieu d'observer que les États n'ont jusqu'à ce jour bénéficié d'aucune répartition sur les excédents des revenus concédés, excédents que l'ajustement des comptes avec la Dette publique ottomane fera ressortir.

La comparaison des résultats non encore vérifiés des comptes budgétaires des exercices 1921 et 1922 fait cependant ressortir en 1922 une augmentation sensible des recettes dans l'ensemble et une diminution importante des dépenses. Il y a là une indication qui permet de bien augurer de l'avenir.

(1) Ces chiffres ne sont qu'approximatifs, la situation de trésorerie des États, qui comprenait diverses monnaies, turques, égyptiennes, dinar et syrienne, n'ayant pu encore être arrêtée d'une façon définitive.

DÉSIGNATION.	RECETTES PROPRES.	QUOTE- PART DU BUDGET des recettes à répartir (1).	TOTAL des RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENT.	DÉFICIT.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
État du Grand-Liban.	27,168,000	13,686,000	40,854,000	42,139,000	"	1,285,000
— de Damas.....	33,788,000	11,548,000	45,336,000	46,749,000	"	1,413,000
— d'Alep.....	23,480,000	3,422,000	26,902,000	27,934,000	"	1,032,000
Alexandrette.....	4,099,000	2,566,000	6,665,000	6,016,000	649,000	"
Alaouites.....	9,928,000	2,139,000	12,067,000	9,051,000	3,016,000	"
TOTAUX.....	98,463,000	33,361,000	131,884,000	131,889,000	3,665,000	3,730,000

(1) Les chiffres indiqués dans cette colonne comprennent également une répartition complémentaire faite en 1923 au titre de l'exercice 1922.

Exercice 1923.

L'étude des budgets des États pour 1923, étude poursuivie en même temps que celle du budget de la Fédération, a été conduite de façon à réaliser définitivement cet équilibre à l'aide des seules ressources dont la Syrie et le Liban disposent actuellement, et à réserver une part de plus en plus grande aux œuvres d'intérêt social et économique.

A cet effet, d'importantes réductions ont été demandées dans les dépenses de personnel des services d'administration générale et les États ont été invités à adopter certaines mesures destinées à assurer une meilleure perception de l'impôt.

Dans le même ordre d'idées, le règlement sur la comptabilité des dépenses engagées doit permettre aux conseillers financiers des États de veiller à une bonne exécution des budgets.

Ces mesures donnent lieu de penser que la situation financière des États pourra être définitivement assise à la fin de 1923, surtout si l'on tient compte des reversements que la Dette Publique ottomane sera amenée à effectuer sur les excédents des revenus concédés, revenus dont le tableau suivant fait ressortir l'importance.

Recouvrements effectués en 1922.

REVENUS D. P. O.	GRAND- LIBAN.	DAMAS.	ALEP.	ALEX- ANDRETTE.	ALA- OUITES.	TOTAL.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
a) Revenus indirects.....	5,503,000	1,671,000	3,743,000	724,000	1,414,000	13,055,000
Dîmes.....	2,402,000	11,183,000	4,215,000	2,041,000	1,042,000	20,883,000
TOTAUX.....	7,905,000	12,854,000	7,958,000	2,765,000	2,456,000	33,938,000
Surtaxe douanière 3 p. 100..	"	"	"	"	"	14,668,000
TOTAL des revenus D. P. O.						48,606,000
b) Régie des tabacs.....	2,972,000	3,748,000	3,089,000	1,451,000	1,177,000	12,437,000

Les prévisions pour l'exercice 1923 des budgets propres des États locaux, Fédération comprise, peuvent s'établir approximativement comme suit en recettes et en dépenses :

DÉSIGNATION.	RECETTES.	DÉPENSES.
	L. S.	L. S.
Grand-Liban.....	2,005,000	2,005,000
Damas.....	1,310,000	1,487,000
Alep.....	1,070,000	1,078,000
Alexandrette.....	255,000	252,000
Maouites.....	760,000	746,000
Fédération.....	859,000	859,000
TOTAUX.....	6,259,000	6,427,000
Excédent de dépenses.....	168,000	
TOTAL.....	6,427,000	

Le déficit de 168,000 livres syriennes que fait apparaître le tableau ci-dessus, et qui est imputable pour la presque totalité à l'État de Damas, pourra sans doute être comblé par des économies. En outre, il faut espérer que prochainement une disponibilité appréciable sera assurée aux États sous mandat français, sous forme de l'excédent des recettes perçues actuellement sur leur territoire par la Dette publique ottomane sur la part contributive à cette dette qui leur sera imputée.

Cette ressource nouvelle doit donner aux budgets locaux l'élasticité qui leur a manqué jusqu'ici, malgré tous les efforts d'économie, et leur permettre d'élargir leurs crédits pour les travaux publics.

ANNEXE I.

RAPPORT

SUR

LA SITUATION DE LA SYRIE ET DU LIBAN

AU 1^{ER} JUILLET 1922.

PREMIÈRE PARTIE.

ORGANISATION GÉNÉRALE.

La période des origines.

L'action de la France ne s'exerce dans des conditions à peu près normales et sur la Syrie entière que depuis deux ans environ. Si un contrôle administratif français avait été institué dans la zone littorale pendant l'automne 1918, au lendemain de l'occupation du pays par l'armée de Lord Allenby, relevée une année plus tard par celle du Général Gouraud, ce n'est qu'en juillet 1920 que le Haut-Commissaire de la République devint responsable de l'organisation de toute la Syrie. Jusque-là, l'Est de ce pays avait été complètement fermé à l'action de la France, et même était la base d'une hostilité active contre les régions qu'elle avait déjà prises sous sa responsabilité.

Bien que la période pendant laquelle s'est exercée cette action soit encore bien courte, le moment est venu de faire retour en arrière et d'indiquer l'esprit dans lequel s'est exercée l'action française. Cet esprit, dès les premiers mois qui suivirent l'introduction d'un contrôle administratif français dans la zone littorale, a été directement inspiré par les termes de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations, où il est stipulé :

« Certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules ».

Le mandat conféré à la France par ses alliés à San-Remo n'a pas encore été muni d'un titre définitif comportant l'approbation des termes explicites de ce mandat par le Conseil de la Société des Nations. Cependant, dès le 1^{er} mars 1921, le Conseil de la Société des Nations a estimé que, dans l'intérêt des populations elles-mêmes, le retard apporté à l'approbation des termes des mandats ne devait pas empêcher les États mandataires de poursuivre leur œuvre dans les pays qui en font l'objet. Aussi la France, se considérant comme un mandataire provisoire, s'est-elle appliquée à faire évoluer son action de Puissance occupante en action de Puissance mandataire. C'est pourquoi, dans ce rapport, elle est souvent désignée sous le nom de « la Puissance mandataire ».

La principale difficulté était que, à la différence du Liban dont le Gouvernement autonome avait fonctionné jusqu'à la guerre, la Syrie n'offrait aucun organisme indigène sur

lequel la Puissance mandataire pût se décharger du soin d'administrer le pays avec ses conseils et son aide. La guerre avait brisé le cadre turc, dans lequel la Syrie s'était trouvée, sinon administrée comme on l'entend en Occident, du moins fermement gouvernée jusque-là. Les fonctionnaires turcs, qui occupaient la grande majorité des postes importants de l'administration, avaient disparu en même temps que les forces ottomanes. Il n'y avait plus de valis ni de mutessarifs, beaucoup même de caïmacams manquaient. Un administrateur chef français fut placé à la tête de la zone Ouest occupée par les forces alliées. Les sandjaks reçurent des gouverneurs français, et ceux des cazas qui n'avaient pas de caïmacams, des sous-gouverneurs. Cependant on s'efforçait de rendre peu à peu des caïmacams aux cazas qui en avaient été trouvés dépourvus.

Ce régime d'administration militaire française, qui déjà remplaçait progressivement des fonctionnaires indigènes à la tête des circonscriptions administratives, fut encore développé après l'arrivée des troupes françaises, et, le 10 mars 1920, le Général Gouraud prenait une décision remplaçant l'administration par un contrôle administratif.

Pendant plusieurs mois, on ne put aller plus loin ni constituer les organismes indigènes complets que les représentants de la France n'avaient pas trouvés sur des territoires où il n'y avait que les ruines du régime turc. Les mandats n'étaient pas encore donnés et il semblait qu'il fallait attendre, pour prendre des décisions dépassant les attributions d'une Puissance occupante. Comme il est dit plus haut, l'Est de la Syrie restait fermé à l'action de la France. Cette division ne permettait pas de donner au pays une organisation d'ensemble. Mais, après juillet 1920, le Haut-Commissaire français commença immédiatement à dessiner cette organisation provisoire générale qui va être résumée ci-après :

I. — L'Autonomie et l'Organisation des États.

Les éléments politiques et économiques de la situation de ces pays conseillaient l'institution d'un régime d'autonomies locales entre lesquelles un lien fédéral serait plus tard créé. Les groupes syriens sont profondément marqués : le Liban avait même déjà une autonomie à laquelle il était profondément attaché. La seule manière d'arriver à faire vivre en harmonie ces groupes différents était de les respecter et d'amener ainsi à collaborer en confiance les plus faibles avec les plus forts. En outre, le régime à instituer dans les pays sous mandat ayant pour objet de mettre les populations en mesure de se diriger elles-mêmes, il fallait ne donner à gérer aux Conseils élus que des régions dont les habitants se sentaient une communauté dans des intérêts bien connus d'eux et ne dépassant pas trop l'horizon de leurs préoccupations habituelles.

De là, la constitution des États. Le Liban, agrandi de la plaine qui se trouve à l'Est de la montagne et de centres situés entre celle-ci et la mer, devait être un de ces États. Deux autres furent constitués avec les pays habitués, sous le régime turc, à graviter administrativement et, dans une large mesure, économiquement, autour de Damas et d'Alep. Un quatrième fut créé pour assurer l'évolution d'un groupe sédentaire très arriéré et original, celui des montagnards alaouites de la région qui s'étend de la trouée de Homs jusqu'aux abords de la basse vallée de l'Oronte. Cette population, négligée par les Turcs et systématiquement confondue par eux avec la masse ambiante, a paru devoir être l'objet d'un traitement particulier et recevoir son autonomie.

Les pays de mandat français se présentent donc actuellement :

D'une part, sous la forme de trois États syriens autonomes : Damas, Alep et Alaouites, formant pour la gestion de leurs intérêts comme une fédération dont l'organe est un Conseil fédéral muni du pouvoir exécutif;

D'autre part, sous la forme d'un État indépendant à l'égard de la Fédération syrienne, et conservant, accrues, ses anciennes franchises, le Liban.

Le système de ces autonomies locales a paru le plus propre à concilier les différences confessionnelles qui existent en Syrie et que l'on aurait simplement irritées en voulant prématurément les fondre dans un même moule. La région syrienne n'est pas, comme par exemple la Mésopotamie, un pays où une seule religion a une majorité écrasante. Elle se présente au contraire comme une sorte de musée des religions, et à côté de plus d'un million et demi de musulmans qui sont, à 100,000 près, des sunnites, on trouve sans doute un million de non-musulmans se décomposant en un peu plus de 500,000 chrétiens, 40,000 druzes, sans doute autant de juifs, peut-être 400,000 alaouites, groupés en majorité dans les montagnes entre Antioche et la trouée de Tripoli, et un très petit nombre d'adeptes de sectes comme les Yézidis, qui rendent un culte au Principe du Mal. Les chrétiens sont d'ailleurs extrêmement divisés. Toutes les sectes chrétiennes orientales et un grand nombre de sectes occidentales se trouvent représentées en Syrie; les premières étant d'ordinaire divisées en deux parties dont l'une, tout en conservant ses rites et sa langue liturgique, s'est ralliée à l'Eglise romaine.

L'organisation des États syriens a été calquée sur celle des anciennes provinces turques. Elle résulte de décisions qui ont remis en vigueur une grande partie des institutions de la Constitution ottomane de 1908. Au Liban, on s'est borné à remettre en vigueur le statut libanais de 1864.

Il ne s'agissait là que de mesures destinées à assurer le fonctionnement des institutions du pays en attendant des textes organiques nouveaux qui, préparés et mis en vigueur provisoirement par le Haut-Commissariat, prendront leur forme définitive dès que les pays de mandat auront acquis toutes leurs institutions politiques. Le Gouvernement français avait donné, en effet, dès janvier 1921, l'instruction de compléter aussi rapidement que possible la constitution de chaque État, en les dotant de Conseils de notables d'abord nommés, ensuite élus. Le Haut-Commissariat devait, en outre, rechercher les vœux des populations syriennes en ce qui concerne la nature des liens devant unir les diverses régions entre elles et l'organe fédéral, avec un petit nombre de services communs qui devaient être institués.

Une longue enquête a été menée dans les six premiers mois de 1921 pour établir les conditions dans lesquelles ces instructions pouvaient être réalisées. Les personnes chargées de cette enquête parcoururent les divers États de Syrie en cherchant à se rendre compte des vœux des populations. Ils constatèrent que, en dehors de milieux très restreints, une opinion publique cohérente a encore peine à se dégager. Il leur parut cependant qu'un développement libéral des institutions des États serait bien accueilli, mais que le désir d'une fédération était encore assez limité, et contrarié par la crainte de chacune des régions de voir le lien fédéral profiter plus aux régions voisines qu'à elle-même. Un sentiment national commun et conscient ne se manifesterait encore clairement que dans une élite relativement peu nombreuse et dans les colonies syriennes de l'étranger, tandis que le sentiment de solidarité dominant, au moins dans la masse de la population, était celui de la communauté islamique.

II. — L'organisation des États.

C'est donc l'État autonome qui est resté la base de l'organisation des pays sous mandat français. Cet organisme a subi l'épreuve des faits depuis l'automne 1920. Il est entré d'autant plus facilement dans les mœurs que son organisation, en dehors du Liban, a été, comme il est dit plus haut, calquée de très près sur celle des vilayets turcs du régime de 1908. Ce régime se développe actuellement dans un sens franchement libéral.

Les dispositions générales en sont les suivantes :

Un Conseil de Gouvernement représentant le pouvoir législatif est élu à deux degrés par tous les électeurs payant un impôt direct, si minime qu'il soit. Chaque groupe de 12,500 électeurs du premier degré élit un député, un électeur du second degré étant désigné par chaque groupe de 500 du premier. Un recensement, déjà terminé au Liban dont la Constitution a été élargie sur la base du statut de 1864, se poursuit maintenant dans tous les États de Syrie et les élections pourront avoir lieu aussitôt après son achèvement. Ce régime électoral est calqué sur la constitution turque de 1908, qui d'ailleurs n'a pas été complètement appliquée, tout au moins dans les vilayets syriens. Mais si la composition des Conseils de Gouvernement reproduit le régime turc, leurs attributions sont beaucoup plus étendues. Ils sont investis d'attributions législatives jadis réservées à la Chambre des Députés de Constantinople.

Les Conseils de Gouvernement dotés au début d'attributions principalement consultatives deviendront délibératifs graduellement. On peut cependant compter que leur influence sur la marche des affaires publiques sera très sensible dès le début. Pour s'en convaincre, il suffit de connaître le rôle joué par eux, notamment à Alep et au Liban, avant même qu'ils tiennent leur pouvoir de l'élection. Ces Conseils ont déjà discuté de très près les budgets de 1921 et de 1922. Leur autorité se mesurera exactement à la compétence et à l'esprit public dont ils feront preuve. Les représentants du mandat français ont tenu le plus grand compte de leurs observations; guidés par les principes qui sont partout admis maintenant en Occident, ils ne manqueront pas de se conformer à un avis raisonnable voté par un Conseil de Gouvernement. A cet égard, les mœurs seront plus importantes que les textes, et il ne dépend que des organes représentatifs dont vont se trouver dotés les États syriens et libanais de jouer en fait le rôle d'Assemblée délibérative avant même que ce rôle leur soit expressément conféré.

Une Commission permanente, que le Conseil de Gouvernement élit parmi ses membres, assiste le Gouvernement de l'État pendant l'intervalle entre les sessions du Conseil.

L'organisation des circonscriptions inférieures à l'État a été rendue plus libérale et, notamment, l'élection des conseils des sandjaks et des cazas n'est plus comme avant la guerre la désignation de quelques noms entre lesquels choisissait l'autorité. Les conseils de ces circonscriptions inférieures continuent à contenir, comme d'ailleurs le Conseil de Gouvernement lui-même, un certain nombre de membres de droit, mais ceux-ci ne peuvent plus éliminer, comme jadis, les membres élus dont ils craignaient l'opposition. Leur pouvoir d'élimination est, en effet, désormais limité à la constatation de l'éligibilité des candidats aux fonctions électives du sandjak et du caza.

L'administration syrienne ou libanaise est complète de la base jusqu'au sommet de l'État, qui a pour chef un Gouverneur assisté d'un certain nombre de Directeurs, tous du pays. Si le contrôle de la Puissance mandataire disparaissait demain, les États syriens conserveraient donc leur organisme complet et il ne dépendrait que de leurs capacités de les faire fonctionner sans l'assistance qu'ils reçoivent aujourd'hui des représentants de la Puissance mandataire.

Sans doute sont-ils actuellement encore hors d'état d'assurer seuls cette tâche. Le régime passé n'a pas laissé se créer en Syrie d'autorité sociale largement écoutée, et a été, des siècles durant, contraire au développement de l'esprit public et de l'expérience politique. Aussi les États, avec leurs intérêts limités et ne dépassant pas les horizons des classes expérimentées de la population, sont-ils le meilleur cadre dans lequel un peuple sans expérience politique peut l'acquérir et arriver peu à peu à l'émancipation et au gouvernement de soi-même, qui est l'objet essentiel de la mission confiée au mandataire. Il faut du reste noter que les populations se sont rapidement accoutumées à l'existence des États et que ceux-ci fonctionnent d'une manière satisfaisante.

III. — La Fédération.

Il fallait cependant s'efforcer de créer un lien entre les États et de constituer réellement une Syrie qui prendrait sa cohésion et sa consistance au milieu de la famille des Nations. C'était le vœu des Syriens de l'étranger et d'une partie des notables du pays lui-même. C'est pourquoi le Haut-Commissaire de la République, conformément d'ailleurs aux instructions du Gouvernement français et à la suite de l'enquête faite pour en préparer l'exécution, fit connaître publiquement à Damas et à Alep, à la fin de juin 1921, qu'une Fédération serait créée pour unir les États de Syrie.

Il n'était pas question de comprendre dans cette Fédération le Liban, qui jouit depuis 1864 d'une autonomie à laquelle il reste d'autant plus attaché qu'il est habité en grande partie par des minorités confessionnelles qui ont trouvé dans cette autonomie une garantie à laquelle elles ne veulent pas renoncer. Une certaine crainte s'y manifestait même à l'égard d'une fédération entre les États syriens qui accroîtrait leur importance, crainte maintenant apaisée. En Syrie même, il y avait lieu de tenir compte de l'inquiétude de certaines villes qui, ayant gardé le souvenir du régime centralisateur à l'excès institué par l'Émir Fayçal, de la fin de 1918 au mois de juillet 1920, appréhendaient de voir l'une d'elles acquérir une prédominance exagérée. Il devint évident qu'on ne pouvait pas ignorer complètement ce sentiment et qu'il importait de s'en tenir d'abord simplement à la création d'un lien assez léger, qui pourrait être rendu plus étroit quand, à l'usage, les sentiments de solidarité auraient acquis plus de force dans le pays. Aussi la Fédération syrienne est-elle conçue comme une organisation légère, mais qui peut se développer sans aucune innovation dans les textes, et fonctionne de manière à étendre peu à peu la compétence fédérale.

Le budget fédéral doit, au moins pendant la première période, être entretenu par des contributions des États fédérés, contributions fournies dans chaque circonstance pour un objet déterminé. La compétence de la Fédération ne s'étendra au début qu'à certaines parties de la Législation qui, pour faciliter l'union économique nécessaire aux pays syriens, doivent nécessairement être communes. Les travaux publics intéressant l'ensemble des États syriens seront payés sur le budget fédéral, constitué comme il est dit plus haut. Une Direction fédérale des Finances aura à recevoir les contributions formant le budget commun et à fournir sur ce budget les sommes nécessaires à l'exécution des travaux ou à l'entretien des institutions.

Le texte organique constituant le Conseil fédéral vient d'être publié et mis en vigueur. Le siège de la Fédération n'est pas encore arrêté, soit que pour donner satisfaction aux différentes régions de la Syrie il doive être alternativement à Damas et à Alep, soit que, pour des raisons politiques, il soit placé d'une manière permanente dans une ville intermédiaire. Les membres du Conseil fédéral désignés par chacun des trois États fédérés recevront leurs instructions de ces États, de manière à conserver à ce Conseil le caractère d'un organe exécutif commun à l'ensemble de la Fédération. La présidence en sera exercée à tour de rôle par le premier délégué de chacun des États. Les trois délégations réunies à Alep viennent d'élire Soubhi Bey Bereket, Président du Conseil fédéral de Syrie.

IV. — Les relations du Liban avec les États fédérés.

Le Liban manifestant, comme il a été déjà dit, le désir très net de demeurer en dehors de la Fédération syrienne, il était cependant nécessaire de trouver une formule assurant le règlement des affaires qui, ne fut-ce qu'en raison de la solidarité économique des pays sous mandat, doivent leur être communes. Il en était de même du petit État druze constitué dans la

montagne du Hauran, qui a un particularisme très accentué et dont les notables repoussent catégoriquement jusqu'ici tout ce qui ressemblerait à une entrée dans la Fédération syrienne. Un vœu du Conseil administratif du Liban a donné la formule adoptée pour assurer les relations nécessaires entre ce pays et ses voisins. Le Conseil libanais a demandé que les affaires communes fussent traitées, non par l'institution d'un organe commun, mais par des accords séparés conclus avec la Fédération sous les auspices du Haut-Commissaire de la Puissance mandataire, et n'aliénant la liberté du Liban que d'une manière strictement déterminée et limitée dans le temps.

Pour fournir les ressources voulues à l'exécution de ces accords, chacun des États intéressés délègue des fonds, dont la réunion constitue des budgets spéciaux.

Il en est de ce régime des relations entre le Liban et la Fédération comme de la Fédération elle-même. Ou bien les accords seront rares et les affaires continueront à être du ressort exclusif de chacun des différents États, ou bien la collaboration sera décidée en un nombre de plus en plus grand de matières, de telle sorte que le Liban se sera pratiquement fédéré avec ses voisins sans qu'aucun texte soit venu consacrer ce fait. C'est donc uniquement l'expérience et les désirs des parties intéressées qui détermineront les suites qu'aura l'institution d'une procédure des ententes entre le Liban et les pays voisins. Sur ce point, comme dans la Fédération, le régime, d'une souplesse complète, se prête à tous les développements sans en imposer aucun.

V. — L'exercice du mandat.

Comme on a pu le voir, les représentants de la Puissance mandataire ne figurent pas dans la hiérarchie des pouvoirs énumérés. Le Haut-Commissaire et ses délégués, dont il sera question plus loin, placés en dehors de cette hiérarchie, doivent exercer auprès du Conseil fédéral syrien comme auprès de chacun des États, la mission de conseil et d'aide que constitue le mandat, provoquant les accords entre eux reconnus nécessaires et leur servant d'arbitre en cas de difficultés.

Pour prévenir des erreurs qui en matière financière sont difficilement réparables, il leur est réservé de sanctionner les textes créant les impôts. Ils ont à approuver les budgets et peuvent même, si les autorités locales n'y ont pas inscrit les ressources nécessaires, pourvoir par cette inscription aux besoins des services publics et des dettes exigibles. Mais, dans toute la hiérarchie des États, n'apparaît aucun agent de la Puissance mandataire. Les Français qui se trouvent dans cette hiérarchie n'y peuvent être qu'à titre d'employés des États ou de la Fédération, comme fonctionnaires recrutés par ceux-ci et subordonnés à l'autorité indigène.

Il va sans dire, cependant, que le mandat ne saurait s'exercer par l'organe du seul Haut-Commissaire et de ses quelques collaborateurs immédiats. Il est nécessaire qu'il soit encore représenté auprès de chaque État. Aussi a-t-il été créé une délégation du Haut-Commissariat auprès de chacun des Gouvernements locaux. Ces délégués ne sont pas confondus avec les autorités locales; ils leurs sont juxtaposés et c'est ainsi que l'organe de conseil et de tutelle représentant la Puissance mandataire respecte complètement la texture des organismes syriens ou libanais.

L'exécution de la mission d'aide et de conseil n'en est pas moins assurée. On vient de voir comment elle l'est en certaines matières par le Haut-Commissaire et ses délégués. En outre, les décisions du Gouverneur doivent être prises d'accord avec les conseillers techniques placés auprès de lui ou auprès des directeurs locaux. Les conseillers assistent ces directeurs, sans d'ailleurs avoir autorité sur eux, et si un différend se produit, il n'appartient pas aux conseillers

de le trancher, mais seulement de le signaler au délégué, qui règle la question avec le Gouverneur de l'État.

Le territoire de chaque État est divisé en sandjaks, circonscription administrative qui a été maintenue, et qui est en Syrie relativement importante, puisqu'elle compte souvent plus de 200,000 habitants et rarement moins de 100,000. Les mutessarifs qui administrent ces circonscriptions ont, s'il est nécessaire, auprès d'eux un conseiller français qui les assiste, mais qui, comme les conseillers placés auprès des Gouvernements d'États tirent leur autorité de leur compétence et de la qualité de leur avis.

Cette organisation du mandat paraît devoir être entièrement efficace, tout en ne paralysant pas les initiatives des autorités locales et en se prêtant dans la plus large mesure possible au développement politique du pays. Si les autorités françaises n'administrent pas et se bornent à provoquer, s'il est nécessaire, les décisions des autorités locales, leur intervention, conforme à l'Article 22 du Pacte des Nations, permet cependant à la Syrie et au Liban d'avoir une administration satisfaisante en attendant que l'expérience politique et administrative ait pu se développer grâce au régime du mandat.

VI. — L'amélioration de la justice.

L'organisation du mandat ne serait pas complète si elle ne comportait pas de moyen de redresser les erreurs que les autorités peuvent commettre dans le domaine administratif, et si elle n'apportait pas également de sérieuses améliorations dans le service proprement judiciaire.

La première de ces fonctions doit être assurée par les conseils de contentieux dont la création dans chacun des États est décidée et par la Commission supérieure du Contentieux commune à l'ensemble des pays sous mandat. Des représentants de la Puissance mandataire doivent siéger dans ces deux juridictions et notamment dans la seconde, à laquelle seront soumises les décisions susceptibles d'appel. Ainsi pourront être prévenus les erreurs administratives et les excès de pouvoir, et développées les idées de légalité et de régularité que les errements du régime antérieur à la guerre étaient loin d'inspirer.

D'une portée plus immédiate pour l'ensemble de la population et les intérêts des Syriens et Libanais comme des étrangers, sont l'amélioration des juridictions de droit commun, la mise au point graduelle de la législation et l'institution de tribunaux donnant aux étrangers des garanties voulues pour permettre la suppression des tribunaux consulaires.

Des propositions pour l'amélioration des juridictions existantes ont été élaborées à Paris par une Commission de juristes réunie par le Ministre des Affaires étrangères, et aux travaux de laquelle ont collaboré les magistrats syriens et libanais les plus autorisés. Elles ont été communiquées au Gouvernement des États qui s'y sont pour une large part conformés. L'unité en cette matière sera obtenue dans les dispositions essentielles, soit par le moyen de textes semblables promulgués par les Gouvernements locaux, soit par des textes que le Haut-Commissariat promulguerait lui-même si les décisions des États ne répondaient pas aux nécessités reconnues de l'amélioration des juridictions indigènes. L'inspection de ces juridictions par un Corps est en voie d'organisation.

VII. — Les Wakfs.

Non moins que la justice, le régime des biens de mainmorte, des wakfs, appelait des améliorations. Séparée de l'organe de contrôle existant à Constantinople, leur adminis-

tration risquait de n'être pas satisfaisante. Selon le régime institué dès le début de 1921, un Conseil général, composé de Délégués des Commissions locales des wakfs de chaque État, se réunit mensuellement pour voter le budget et approuver les comptes de gestion des wakfs. Un Conseil supérieur, composé des jurisconsultes musulmans, se réunit tous les six mois pour élaborer les règlements nécessaires aux wakfs et prendre toutes les décisions d'ordre juridique dont leur administration peut avoir besoin. Un Contrôleur général, de religion musulmane, dirige l'organe d'exécution des décisions prises par les deux Conseils et veille à ce que les décisions prises par les Conseils ne soient pas contraires aux textes de droit commun, et surveille la gestion financière du Contrôle général.

Grâce à cette organisation, le patrimoine des wakfs est inventorié, sera reconstitué dans la mesure où il a été dilapidé, et ses revenus assurés aux œuvres auxquelles ils ont été voués. Ces revenus ont été déjà sensiblement accrus par le travail du contrôle et ils pourront assurer un certain nombre d'œuvres scolaires et d'assistance auxquelles les budgets des États ne suffiraient pas.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'œuvre déjà réalisée par le mandat français en Syrie et au Liban, et l'orientation donnée à celui-ci. Prenant pour base les institutions indigènes telles qu'il les a trouvées dans le pays, tendant à les faire évoluer selon les besoins des sociétés modernes, leur fournissant un appui qui respecte leur structure, le mandat s'exerce de manière à préparer le mieux possible le pays à la situation que lui réserve pour l'avenir le Pacte de la Société des Nations.

TABLEAU STATISTIQUE

indiquant la population totale par rites de l'État du Grand-Liban.

RITES.			SANDJAKS.				MUNICIPES.	
			LIBAN SUD.	MONT LIBAN.	LIBAN NORD.	BEKAA.	BEY- ROUTH.	TRIPOLI.
Chrétiens.	Maronites..	Présents.....	14,852	84,807	45,410	11,373	17,573	1,687
		Émigrés contribuables..	2,403	12,561	7,309	607	190	409
		TOTAL des Maronites	17,255	97,368	52,719	11,980	17,763	2,096
	Grecs catholiques.	Présents.....	10,067	7,473	907	15,716	4,225	171
		Émigrés contribuables..	1,175	1,328	55	1,299	31	15
		TOTAL des Grecs catholiques.....	11,242	8,801	962	17,015	4,256	186
	Grecs orthodoxes.	Présents.....	4,860	12,874	23,822	10,378	12,422	4,060
		Émigrés contribuables..	813	2,645	5,110	1,411	250	2,764
		TOTAL des Grecs orthodoxes.....	5,673	15,519	28,932	11,789	12,672	6,824
	Protestants.	Présents.....	1,292	950	298	507	535	148
		Émigrés contribuables..	142	257	"	40	9	37
		TOTAL des Protestants.....	1,434	1,207	298	547	544	185
TOTAL des Chrétiens présents.....			31,071	106,104	70,437	37,974	34,755	6,066
Musulmans.	Sunnites..	Présents.....	13,215	9,129	23,187	18,849	32,834	24,738
		Émigrés contribuables..	182	204	387	657	38	1,356
		TOTAL des Sunnites.	13,397	9,333	23,574	19,506	32,882	26,094
	Chiïtes....	Présents.....	61,343	7,369	404	30,676	3,273	3
		Émigrés contribuables..	1,453	154	47	224	1	"
		TOTAL des Chiïtes..	62,796	7,523	451	30,900	3,274	3
	Druzes....	Présents.....	3,445	30,028	11	4,842	1,514	1
		Émigrés contribuables..	74	3,450	"	260	8	"
		TOTAL des Druzes..	3,519	33,478	11	5,102	1,522	1
	Divers....	Présents.....	624	468	835	714	4,906	704
		Émigrés contribuables..	5	101	9	9	1	60
		TOTAL des divers..	629	569	844	723	4,907	764
TOTAL des Musulmans présents.....			78,627	46,989	24,437	55,081	42,537	25,446
TOTAL GÉNÉRAL des présents.....			109,698	153,098	94,874	93,055	77,292	31,512
TOTAL GÉNÉRAL des présents et émigrés contribuables.....			115,945	173,798	107,791	97,562	77,820	36,153
TOTAL des émigrés non contribuables...			14,106	22,877	28,692	12,741	2,406	421
TOTAL des étrangers.....			310	3,220	15	1,661	14,206	838
TOTAL GÉNÉRAL de la population du Grand-Liban.....			130,361	199,895	136,498	111,964	94,432	37,412

TABLEAU STATISTIQUE

indiquant la population totale par rites de l'État du Grand-Liban.

RITES.		TOTAUX PAR POSITIONS DIVERSES.				TOTAUX PAR RITES des présents et émigrés contri- buables.	
		Présents.	Émigrés.		Étrangers.		
	Contri- buables.		Non contri- buables.				
Chrétiens..	Maronites..	Présents.....	175,702	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	23,479	"	"	
		TOTAL des Maro- nites.....					199,181
	Grecs catholiques.	Présents.....	38,559	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	3,903	"	"	
		TOTAL des Grecs catholiques.....					42,462
	Grecs orthodoxes.	Présents.....	68,416	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	12,993	"	"	
		TOTAL des Grecs orthodoxes.....					81,409
	Protestants.	Présents.....	3,730	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	485	"	"	
		TOTAL des Pro- testants.....					4,215
TOTAL des Chrétiens présents		286,407	40,866	"	"	327,267	
Musul- mans.	Sunnites ..	Présents.....	121,962	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	2,824	"	"	
		TOTAL des Sunnites					124,786
	Chiïtes....	Présents.....	103,068	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	1,879	"	"	
		TOTAL des Chiïtes .					104,947
	Druzes. ...	Présents.....	39,841	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	3,792	"	"	
		TOTAL des Druzes.					43,633
	Divers....	Présents.....	8,251	"	"	"	
		Émigrés contribuables..	"	185	"	"	
		TOTAL des divers..					8,436
TOTAL des Musulmans présents.....		273,122	8,680	"	"	281,802	
TOTAL GÉNÉRAL des présents.....		559,529	49,540	81,243	20,250		
TOTAL GÉNÉRAL de la population du Grand-Liban.....		710,562					

DEUXIÈME PARTIE.

SITUATION MORALE ET ÉCONOMIQUE DE LA SYRIE ET DU LIBAN.

I. — Recensement de la population.

Il n'avait été, avant la guerre, procédé à aucun recensement complet en Syrie. Afin de permettre l'élection des Conseils assurant une exacte représentation des vœux des populations, un recensement a été ordonné; il est actuellement terminé dans l'État du Grand-Liban.

Le tableau ci-annexé résume les résultats obtenus.

II. — Assistance fournie après l'armistice aux populations syriennes et libanaises et aux réfugiés.

a) La Syrie se trouvait, au lendemain de la guerre, dans une situation difficile. Le pays, considéré par les Turcs comme peu loyaliste, fut, durant les hostilités, mal ravitaillé, et le Liban, particulièrement suspect, eut à subir un véritable blocus. Par suite de la famine, il perdit 180,000 de ses habitants.

Les autorités françaises eurent donc à se préoccuper en premier lieu de ravitailler la population. Un service de ravitaillement fut créé, qui a fonctionné pendant deux ans. Les survivants purent être sauvés de la famine, et la spéculation sur les denrées de première nécessité, qui avait eu libre cours, put être enrayée dans une très large mesure.

Le tableau suivant donne une idée de l'activité de ce service :

Opérations de ravitaillement depuis l'occupation française.
(Novembre 1918 à mars 1921.)

DÉSIGNATION.	1918-1919.		1920.		1921.		TOTAUX.	
	P. S.	francs.	P. S.	francs.	P. S.	francs.	P. S.	francs.
Farine.....	11,952,810	2,390,562	1,032,000	206,400	210,000	42,000	13,194,810	2,638,962
Blé.....	14,449,410	2,889,882	308,020	61,604	"	"	14,757,430	2,951,486
Riz.....	4,756,470	951,294	"	"	"	"	4,756,470	951,294
Sucre.....	614,640	122,928	"	"	"	"	614,640	122,928
Café.....	45,480	9,096	"	"	"	"	45,480	9,096
Maïs.....	249,400	49,900	"	"	"	"	249,500	49,900
Orge.....	3,038,560	607,712	"	"	"	"	3,038,560	607,712
Pommes de terre....	1,205,200	241,040	"	"	"	"	1,205,200	241,040
TOTAUX.....	36,312,070	7,262,414	1,340,020	368,004	210,000	42,000	37,862,090	7,572,418

En outre, il a été cédé, par les autorités à l'habitant, et au prix exact de revient, une quantité de vivres dont le montant total ne s'est pas élevé à moins de 19.729.594 francs.

III. — Orphelinats.

16 orphelinats ont été créés dès le début de l'occupation française pour recueillir les enfants errants. Dix mille enfants ont été ainsi secourus. A l'heure actuelle les familles se sont regroupées, mais il reste encore dans les orphelinats 4.000 enfants qui y ont été élevés.

Des ouvriers temporaires ont été créés également, qui ont fait travailler un millier de femmes et fabriqué 85.000 pièces de vêtements.

Tout cet effort d'assistance a été fait entièrement grâce à des subventions provenant du budget français.

c) RÉFUGIÉS ARMÉNIENS. — Un très grand nombre d'Arméniens, plus de 1.000.000 dit-on, ont été déportés pendant la guerre par les Turcs. Un grand nombre d'entre eux se trouvaient en Syrie lors de l'arrivée des autorités françaises; beaucoup étaient esclaves chez les Bédouins. L'assistance la plus large leur a été accordée. Près de 100.000 ont été ramenés dans leur pays d'origine, ceux qui n'ont pas été rapatriés ont été secourus. Les infirmes ont perçu des rations de vivres et les valides ont reçu du travail. On peut citer, notamment, la création à Alep, Deirytol, Adana et Tartous d'ouvriers et ateliers de tissage, de couture, de broderie, de menuiserie et de mécanique.

En outre, plus de 4.000 orphelins arméniens étaient encore secourus à la fin de 1921, soit directement, soit par l'intermédiaire d'œuvres charitables arméniennes subventionnées à cet effet.

L'assistance aux Arméniens a entraîné, pour le budget français, une dépense de 40.000.000 de francs.

IV. — Assistance publique et hygiène.

Toutes les autres institutions charitables existant avant la guerre ont été rétablies et un certain nombre d'institutions nouvelles ont été créées.

Réouverture à Beyrouth :

de l'hôpital des Sœurs de Saint-Vincent de Paul	240 lits.
de l'hôpital Saint-Georges	80 —

Création d'une polyclinique et d'un sanatorium pour tuberculeux.

Dans le Liban, réouverture et création d'hôpitaux à Saïda, Tyr, Tripoli, Merdj-Ayoun, Baabda, Beit-Eddin, Zahlé.

A Alep, achèvement de l'hôpital des Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition (100 lits avec une salle d'opérations et un service de radiographie).

Pour toute la Syrie :

En 1914 : 6 hôpitaux	250 lits.
En 1921 : 17 hôpitaux	1,500 —

En 1921, les hôpitaux entretenus par le Haut-Commissariat ont reçu 1,300 malades et fourni 20,000 journées d'hospitalisation.

Les hôpitaux des Gouvernements ont reçu 9,050 malades.

V. — Dispensaires.

Les institutions religieuses françaises ont rouvert leurs dispensaires à Beyrouth, Ghazir, Aïn Eole, Saïda, Tripoli, pour le Liban; et à Damas, Jirbroud, Homs, Alep, Alexandrette, Antioche.

L'État du Grand-Liban a fondé 10 dispensaires nouveaux à Broumana, Baabda, Ghazir, Bikfaya, Amchit et Beyrouth. Le Haut-Commissariat a créé un dispensaire à Baalbeck, trois à Damas, deux à Alep.

Les dispensaires du Haut-Commissariat ont donné en 1921, 200,000 consultations à 40,000 malades indigents.

Les dispensaires des Gouvernements locaux ont traité 138,000 malades.

VI. — Hygiène.

Dans tous les États, des services d'hygiène ont été créés, qui ont entrepris entre autres choses des travaux importants d'assainissement à Beyrouth et à Alexandrette.

Les services quaranténaires ont été réorganisés ; ils ont pu, au début de 1922, désinfecter et vacciner contre la variole, en cinq jours, 10,000 réfugiés arméniens venant de Cilicie.

VII. — Wakfs.

Les biens wakfs musulmans étaient, à notre arrivée, en état complet d'abandon et dans certaines parties du pays avaient été mis au pillage. Il a été institué un contrôle général des wakfs, dirigé par un contrôleur général musulman, et ayant comme organe délibérant un conseil supérieur comprenant les hauts magistrats musulmans et les délégués des États, et une Commission générale qui approuve le budget des wakfs.

Ces mesures ont déjà donné des résultats importants, tant au sujet de la conservation des biens appartenant aux fondateurs qu'au sujet de l'augmentation des revenus de ces fondations, revenus qui sont, naturellement, affectés à des œuvres scolaires et charitables.

ANNÉE 1920.		ANNÉE 1921.	
(Antérieurement à la constitution du Contrôle général.)		(Année de la création du Contrôle général.)	
<i>La piastre syrienne vaut 0 fr. 20.</i>			
RECETTES GLOBALES.....		RECETTES GLOBALES.....	
<u>16,234,257 p. s.</u>		<u>24,412,515 p. s.</u>	
DÉPENSES.....		DÉPENSES NORMALES.....	
14,317,727 p. s.		20,633,676 p. s.	
dont 1,017,227 p. s. consacrées à des constructions ou œuvres nouvelles.		dont 6,133,676 p. s. consacrées à des constructions ou œuvres nouvelles.	
Valeurs des biens-fonds appartenant aux wakfs : 300,000,000 p. s.			

VIII. — Instruction publique.

L'enseignement avant la guerre était surtout donné par des écoles religieuses privées de rites ou hors rites, ou par des universités, collèges et écoles des missions étrangères. L'enseignement public ne comportait que des écoles primaires peu nombreuses et quelques écoles normales. Durant la guerre, les missions étrangères quittèrent la Syrie, à l'exception des missions allemandes et américaines. Les Turcs créèrent alors un certain nombre d'écoles officielles, mais qui ne purent jamais fonctionner faute de maîtres compétents et de direction.

A l'armistice, il n'y avait plus d'enseignement dans le pays et l'œuvre était à reprendre entièrement. Sous l'impulsion des autorités françaises, la situation s'améliora rapidement.

En janvier 1919, il existait.....	14 écoles.
En mai 1919, —	800 —
En janvier 1920, —	1,068 —
En mai 1920, —	1,351 —
En janvier 1921, —	1,450 —
En mai 1921, —	1,609 —

1° Écoles officielles publiques :

Grand-Liban.....	129
Damas.	101
Cilicie	90
Alep.....	85
Alaouites.....	53
TOTAL.....	<u>458</u>

Les écoles ont présenté :

197	inscriptions au certificat d'études primaires ;
39	— au brevet élémentaire ;
4	— au brevet supérieur ;
17	— au baccalauréat.

En outre, 20 diplômes de docteur en médecine et 4 diplômes de pharmacien de 1^{re} classe ont été délivrés.

2° Écoles privées, françaises et libanaises (subventionnées par le Haut-Commissariat à raison d'une subvention forfaitaire par classe) :

Maronites.....	258
Greco catholiques.....	216
Greco orthodoxes.....	154
Arméniens catholiques	25
Arméniens grégoriens	24
Syriens catholiques.....	9
Assyro-Chaldéens.....	7
Latins	4
Syriaques orthodoxes.....	2
Soit au total.....	<u>699</u>

3° Écoles privées, françaises et étrangères (subventionnées par le Haut-Commissariat) :

Lycées, collèges et écoles catholiques.....	326
— — — laïques	15
— — — israélites.....	12
— — — protestants.....	7
Soit au total.....	<u>360</u>

Actuellement, toutes les écoles sont rétablies. L'Université libre française et les Facultés de Médecine et de Droit ont repris leurs cours.

L'École d'ingénieurs de Beyrouth fonctionne depuis un an.

L'École de Médecine de Damas a été réorganisée. Un certain nombre de boursiers ont été envoyés par chaque État dans les Facultés, aussi bien en Syrie qu'à l'étranger, et les mêmes mesures sont prévues pour les années suivantes.

Grâce au régime libéral introduit par la Puissance mandataire, les écoles étrangères et, notamment, les écoles américaines ont pris, également, un grand développement et sont en pleine prospérité.

IX. — Antiquités et Beaux-Arts.

Il a été créé au Haut-Commissariat un Service archéologique qui a entrepris l'étude des monuments de toutes les civilisations passées.

Dès 1921, six missions ont été confiées à des archéologues choisis parmi les plus compétents. Les recherches se sont exercées sur les antiquités hittites de Kadesch, à Tell Nebimend, sur les ruines de la région de Tyr, sur les monuments de la période franque de Djebail, de Beyrouth et de Tartous, ainsi que sur les monuments de la préhistoire à Byblos et sur ceux de la période arabe à Damas.

A Damas même, un musée des Arts décoratifs vient d'être ouvert dans l'ancien palais d'Assad Pacha, et des musées sont en cours d'installation, qui seront consacrés aux antiquités phéniciennes et hittites, à Beyrouth et à Alep.

Une revue, *Syria*, publie les résultats des recherches. Un premier volume de la Bibliothèque archéologique et historique du Service des antiquités vient de paraître.

X. — Réorganisation et développement des services publics et de l'outillage économique.

Routes.

En dehors du Liban, où les routes existantes avaient été construites à leurs frais par les habitants, il n'existait, au moment de l'armistice, que fort peu de routes, et en mauvais état.

Dès 1919, un plan de travaux fut tracé et son exécution fut amorcée. Au mois de juin 1921 on enregistrait les résultats suivants :

640 kilomètres de routes refaites,
130 kilomètres de routes mauvaises améliorées et terminées,
80 kilomètres de routes en voie d'achèvement,
70 ponts construits, dont un de 70 mètres de longueur,
200 aqueducs rétablis.

Chemins de fer.

Le réseau ferré étant presque suffisant pour les besoins actuels de la Syrie, il a été surtout procédé à la réfection des lignes existantes et au remplacement et à l'amélioration du matériel fortement endommagé pendant la guerre. Plusieurs lignes déposées et abîmées par les Turcs ont été rétablies :

Toprak-Kalé—Alexandrette, voie normale de 70 kilomètres ;
Tripoli—Homs, voie normale de 102 kilomètres ;
Ligne du Bagdad jusqu'à l'Euphrate (Djéرابلس).

Actuellement, tout le réseau ferré syrien fonctionne dans des conditions normales.

Les dépenses entraînées de ce chef se montent à un total de 59,000,000 francs.

Ports.

a) *Port de Beyrouth* : Dans un ordre d'idées tout voisin, une somme de 1,600,000 francs a dû être versée à la Compagnie du port de Beyrouth pour les travaux de remise en état de ce port. Celui-ci, mal entretenu pendant la guerre, était devenu d'une utilisation difficile.

Les travaux suivants ont été entrepris et menés à bien :

Enlèvement des épaves du torpilleur *Angora* et garde-côte *Aoun Allah*, de la marine ottomane, coulés le 24 février par un croiseur italien :

du remorqueur *Progrès* ;
du remorqueur *Syria*.

Dragages. — Cube total de terres enlevées : 75,000 tonnes.

Pavage des quais.

Remise en état du matériel du port.

b) *Port de Tripoli.* — Projet établi pour la construction d'un port à Mahonnes.

c) *Port d'Alexandrette.* — Les travaux commencés avant guerre par la Compagnie concessionnaire allemande, abandonnés pendant les hostilités, ont été confiés à un séquestre désigné par le Haut-Commissariat et les travaux indispensables ont été effectués.

XI. — Agriculture.

Pour l'étude des questions agricoles intéressant le pays, a été instauré un Service d'agriculture pour l'ensemble de la Syrie et des directions locales pour chacun des États. Les installations suivantes ont été créées :

Un haras pour la conservation et l'amélioration de la race chevaline syrienne ;

Un service météorologique avec postes d'observation à Kaara, Beyrouth et Alexandrette.

Les *Écoles d'agriculture* de Selemieh et de Muslimieh, abandonnées pendant la guerre, ont été remises en état et réouvertes. L'école de Muslimieh a été dotée d'une station expérimentale et de cours pratiques pour la formation de conducteurs de machines et principalement de tracteurs agricoles.

Dans la plaine d'Akkar, au nord de Tripoli, une grande *station expérimentale* de 92 hectares et une *ferme expérimentale de culture* dans laquelle seront admis comme stagiaires des propriétaires du pays désireux d'acquérir des connaissances d'agronomie pratique, sont en voie d'organisation et pourront vraisemblablement commencer à fonctionner dans un très bref délai.

XII. — Forêts.

La plus grande partie des bois avait été abattue pendant les hostilités pour les besoins militaires et l'exploitation du chemin de fer de Bagdad. Des déprédations continuaient à se produire et menaçaient de détruire entièrement les derniers massifs forestiers existants. Des mesures ont été prises pour réglementer strictement les coupes à effectuer et la mise en défense des zones à protéger contre les animaux.

En ce qui concerne le reboisement et le gazonnement des terrains, un plan d'action général a été étudié, et un garde général des forêts a été détaché auprès du Haut-Commissariat pour la mise au point des mesures à prendre, dont l'exécution demandera évidemment un certain temps et des sommes importantes.

Dans chacun des États, des créations de pépinières ont été faites, permettant de fournir aux populations des plants de toutes les essences forestières pouvant être acclimatées.

XIII. — Irrigation.

Des études ont été faites en vue d'utiliser plus complètement les ressources en eau du pays, notamment dans le bassin d'Antioche, sur les bords de l'Oronte, et dans le Liban en vue de l'utilisation des eaux du lac Yamounch.

XIV. — Assèchement.

Des travaux d'assèchement ont été exécutés aux alentours des grandes villes dont les environs étaient marécageux ; en particulier à Beyrouth et dans la région Alexandrette-Antioche. Ces travaux auront un effet d'assainissement et rendront disponibles, pour la culture ou la construction industrielle, des espaces jusqu'à présent difficilement habitables.

XV. — Régime foncier et cadastre.

Les projets turcs de réforme de l'enregistrement des terres (defter-khouré) et de création de cadastre, qui n'avaient pas abouti, ont été repris dès 1920. La période des études préliminaires est terminée. Les opérations d'implantation des points de troisième ordre sont commencées dans la plaine d'Akkar et de la Bekaa. L'immatriculation des immeubles va être opérée par région en commençant par les plus riches : la Bekaa, la plaine d'Akkar, le domaine d'Alep, la vallée de l'Oronte. Dans le but de permettre l'exécution de ces travaux par un personnel local, des cours d'élèves géomètres ont été institués à l'École d'ingénieurs de Beyrouth.

XVI. — Commerce.

Le commerce extérieur, qui était tombé à néant pendant la guerre, a repris son activité comme il ressort des chiffres suivants :

A. *Importations du port de Beyrouth.* — (La presque totalité du commerce de la Syrie se fait actuellement par ce port).

1919 : 64,000 tonnes;
 1920 : 94,000 tonnes;
 1921 : 158,000 tonnes. — Valeur 480,000,000 francs.

Ces chiffres ne portent que sur les marchandises soumises aux droits ayant été établis à l'aide des statistiques douanières.

Le tableau ci-dessous représente les importations des différents pays fournisseurs :

PAYS FOURNISSEURS.	1 ^{er} SEMESTRE	2 ^e SEMESTRE	1 ^{er} SEMESTRE	2 ^e SEMESTRE
	1920.	1920.	1921.	1921.
France.....	5,150	11,500	9,500	12,155
Angleterre.....	6,500	4,000	5,000	21,712
Égypte.....	12,500	19,000	16,000	25,830
Turquie.....	8,500	9,500	9,500	7,425
Italie.....	2,500	6,500	5,000	7,135
Belgique.....	"	1,300	5,500	7,800
Amérique.....	4,000	1,500	5,000	6,000
Allemagne.....	"	"	500	3,000
Divers.....	555	1,000	5,000	5,943
TOTAUX.....	39,705	54,300	61,000	97,000

B. *Exportation.* — La Syrie est à peine sortie de la période de guerre et de troubles intérieurs qui l'ont agitée depuis 1914. Ses possibilités économiques ont été très atteintes et les besoins locaux ont suffi à absorber presque entièrement sa production. Les exportations n'ont atteint pour 1920 que 7,000 tonnes valant 38,000,000 francs, et pour le premier semestre 1921, 3,000 tonnes valant 10,000,000 francs. Toutefois, le rétablissement de la paix et la reprise de l'activité générale du pays permettent d'espérer une amélioration pour 1922.

C. *Navigation.* — Mouvement du port de Beyrouth :

	VAPEURS.		1 ^{er} SEMESTRE
	1919.	1920.	1921.
Nombre.....	250	472	322
Tonnage.....	316,052	692,208	461,881

	VOILIERS.	
	1919.	1920.
Nombre.....	2,505	2,300
Tonnage.....	32,522	40,069

Compagnies de navigation desservant la côte syrienne : 11 (françaises : 4; anglaises : 3; italiennes : 3; grecque : 1).

D. *Réorganisation des douanes syriennes.*— Le Service des douanes est désormais dirigé par un Inspecteur général des douanes. Il existe une direction des douanes par Etat. Le principe de l'égalité douanière pour les ressortissants de tous les pays est appliqué d'une façon très rigoureuse.

Les droits d'importation sont de 11 p. 100 et 8 p. 100 *ad valorem*.

Les droits d'exportation, de transit et réexportation, de 1 p. 100.

Pour mettre fin à l'arbitraire dans l'évaluation des valeurs en douane, il a été institué une Commission de mercuriales qui fixe le prix des marchandises courantes. Les importateurs ont le droit de faire procéder à une expertise contradictoire pour les marchandises dont le prix n'a pas été fixé.

Le régime du transit international a été établi sur le chemin de fer du Hedjaz, de Caïffa à Damas.

XVII. — Postes et Télégraphes.

Les postes et télégraphes dans les différents Etats ont été réorganisés. Le réseau télégraphique abandonné pendant la guerre est, dès maintenant, remis en état. La poste assure depuis peu le transport des lettres chargées, le service des mandats-poste et colis postaux. Des lignes postales d'avions ont été créées entre Alep, Alexandrette, Deir-ez-Zor, Lattaquieh, Homs, Damas et Palmyre, ainsi qu'entre Damas et Soueida.

XVIII. — Sécurité publique.

Sitôt après l'armistice, et sous l'impulsion de conseillers français, la réorganisation de la gendarmerie dans les différents Etats a été entreprise. Les effectifs actuels de la gendarmerie atteignent le chiffre de 4,140 hommes.

Les officiers, sous-officiers et gendarmes font à tour de rôle des stages d'instruction dans les écoles de gendarmerie de Baabda (Grand Liban) et de Damas. Peu à peu, la gendarmerie, qui constituait sous l'ancien régime une sorte de milice, sera organisée par une méthode suivie et pourra pleinement remplir le rôle qui lui incombe dans un État moderne.

Les effectifs actuels sont les suivants :

Grand-Liban.....	1,181
État de Damas.....	1,330
État d'Alep.....	1,200
Territoire alaouite.....	254
Sandjak d'Alexandrette.....	176

XIX. — Dépenses de la France en Syrie depuis 1920.

Crédits inscrits pour la Syrie au budget des Affaires étrangères :

1919.....	50,000,000 francs.
1920.....	185,000,000 —
1921.....	120,000,000 —
1922.....	50,000,000 —
	405,000,000 —

Ce chiffre ne peut, d'ailleurs, être considéré comme indiquant l'ensemble des dépenses faites par la France pour la Syrie, car il ne comprend ni les dépenses faites avant 1919, ni celles engagées par certaines administrations militaires dans l'intérêt du pays.

Dépenses entraînées par l'assistance donnée aux États, l'assistance aux réfugiés et le développement des œuvres en 1921 :

Assistance aux Arméniens.....	5,000,000 francs.
Ravitaillement en vivres.....	1,000,000 —
Avances : 1° pour remise en état des chemins de fer.	16,000,000 —
2° pour travaux du port de Beyrouth.....	500,000 —
Subventions aux budgets locaux.....	40,000,000 —
Enseignement (subventions aux écoles privées)...	8,800,000 —
Assistance.....	3,300,000 —
Archéologie.....	1,500,000 —
	76,100,000 —

Dépenses d'enseignement et d'assistance ou de travaux publics en Syrie prévues pour 1922 sur la subvention consentie par le budget français :

Hygiène et assistance en Syrie et au Liban.....	3,250,000 francs.
Instruction publique en Syrie et au Liban.....	6,306,000 —
Travaux publics.....	10,000,000 —
	19,556,000 —

Enfin l'entretien de l'armée française du Levant représente des dépenses qui se sont élevées pendant :

l'année 1919.....	78,000,000 francs.
— 1920.....	564,000,000 —
— 1921.....	740,000,000 —
— 1922.....	400,000,000 —

et dont la plus grande partie a été dépensée dans le pays.

ANNEXE II.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

MANDAT POUR LA SYRIE ET LE LIBAN.

Le Conseil de la Société des Nations :

Considérant que les Principales Puissances alliées sont d'accord pour que les territoires de la Syrie et du Liban, qui faisaient autrefois partie de l'Empire ottoman, soient confiés, dans des frontières à fixer par les dites Puissances, à une Puissance mandataire chargée de conseiller, d'aider et de guider les populations dans leur administration, conformément aux termes de l'article 22 (alinéa 4) du Pacte de la Société des Nations;

Considérant que les Principales Puissances alliées ont décidé que le mandat sur les territoires visés ci-dessus serait conféré au Gouvernement de la République française, qui l'a accepté;

Considérant que les termes de ce mandat, formulés dans les articles ci-dessous, ont été également agréés par le Gouvernement de la République française et soumis à l'approbation du Conseil de la Société des Nations;

Considérant que le Gouvernement de la République française s'engage à exercer ledit mandat au nom de la Société des Nations, en conformité avec lesdits articles;

Considérant qu'aux termes de l'Article 22 ci-dessus mentionné (alinéa 8), il est prévu que si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil;

Confirmant ledit mandat, a statué sur ses termes comme suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Mandataire élaborera, dans un délai de trois ans à dater de l'entrée en application du présent mandat, un statut organique pour la Syrie et le Liban.

Ce statut organique sera préparé d'accord avec les autorités indigènes et tiendra compte des droits, intérêts et vœux de toutes les populations habitant lesdits territoires. Il édictera les mesures propres à faciliter le développement progressif de la Syrie et du Liban comme États indépendants. En attendant la mise en vigueur du statut organique, l'administration de la Syrie et du Liban sera conduite en accord avec l'esprit du présent mandat.

Le Mandataire favorisera les autonomies locales dans toute la mesure où les circonstances s'y prêteront.

ART. 2.

Le Mandataire pourra maintenir ses troupes dans lesdits territoires en vue de leur défense. Il pourra, jusqu'à la mise en vigueur du statut organique et du rétablissement de la

sécurité publique, organiser les milices locales nécessaires à la défense de ces territoires et les employer à cette défense ainsi qu'au maintien de l'ordre. Ces forces locales ne seront recrutées que parmi les habitants desdits territoires.

Lesdites milices relèveront ensuite des pouvoirs locaux sous réserve de l'autorité et du contrôle que le Mandataire devra conserver sur ces forces. Elles ne pourront être utilisées à d'autres fins que celles énoncées ci-dessus, à moins que le Mandataire n'en l'autorise.

Rien n'empêchera la Syrie et le Liban de participer aux frais d'entretien des forces du Mandataire stationnées sur le territoire.

Le Mandataire disposera en tout temps du droit d'utiliser les ports, voies ferrées et moyens de communication de la Syrie et du Liban pour le passage de ses troupes et de tout matériel, approvisionnements et combustibles.

ART. 3.

Les relations extérieures de la Syrie et du Liban, ainsi que la délivrance des exequatur aux consuls des Puissances étrangères, seront du ressort exclusif du Mandataire. Les ressortissants de la Syrie et du Liban se trouvant hors des limites de ces territoires relèveront de la protection diplomatique et consulaire du Mandataire.

ART. 4.

Le Mandataire garantit la Syrie et le Liban contre toute perte ou prise à bail de tout ou partie des territoires et contre l'établissement de tout contrôle d'une Puissance étrangère.

ART. 5.

Seront sans application en Syrie et au Liban les privilèges et immunités des étrangers, y compris la juridiction consulaire et la protection, tels qu'ils étaient autrefois pratiqués dans l'Empire ottoman en vertu des Capitulations et des usages. Toutefois, les tribunaux consulaires étrangers continueront à fonctionner jusqu'à la mise en application de la nouvelle organisation judiciaire prévue à l'article 6.

A moins que les Puissances dont les ressortissants jouissaient au 1^{er} août 1914 desdits privilèges et immunités n'aient préalablement renoncé au rétablissement de ces privilèges et immunités ou à leur application pendant une certaine période, ceux-ci seront, à la fin du mandat et sans délai, rétablis intégralement ou avec telle modification qui aurait été convenue par les Puissances intéressées.

ART. 6.

Le Mandataire instituera en Syrie et au Liban un système judiciaire assurant, tant aux indigènes qu'aux étrangers, la garantie complète de leurs droits.

Le respect du statut personnel des diverses populations et de leurs intérêts religieux sera entièrement garanti. En particulier, le Mandataire exercera le contrôle de l'administration des wakoufs, en parfaite conformité avec les lois religieuses et la volonté des fondateurs.

ART. 7.

En attendant la conclusion des conventions spéciales d'extradition, les traités d'extradition en vigueur entre les Puissances étrangères et le Mandataire seront appliqués sur les territoires de la Syrie et du Liban.

ART. 8.

Le Mandataire garantira à toute personne la plus complète liberté de conscience, ainsi que le libre exercice de toutes les formes de culte compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Il n'y aura aucune inégalité de traitement entre les habitants de la Syrie et du Liban du fait des différences de race, de religion ou de langue.

Le Mandataire développera l'instruction publique donnée au moyen des langues indigènes en usage sur les territoires de la Syrie et du Liban.

Il ne sera porté aucune atteinte au droit des communautés de conserver leurs écoles en vue de l'instruction et de l'éducation de leurs membres dans leur propre langue, à condition de se conformer aux prescriptions générales sur l'instruction publique édictées par l'administration.

ART. 9.

Le Mandataire s'abstiendra de toute intervention dans l'administration des Conseils de fabrique ou dans la direction des communautés religieuses et sanctuaires des diverses religions, dont les immunités sont expressément garanties.

ART. 10.

Le contrôle exercé par le Mandataire sur les missions religieuses en Syrie et au Liban se bornera au maintien de l'ordre public et de la bonne administration; aucune atteinte ne sera portée à la libre activité desdites missions religieuses. Les membres de ces missions ne seront l'objet d'aucune mesure restrictive du fait de leur nationalité, pourvu que leur activité ne sorte pas du domaine religieux.

Les missions religieuses pourront également s'occuper d'œuvres d'instruction et d'assistance publique sous réserve du droit général de réglementation et de contrôle du Mandataire, ou des gouvernements locaux en matière d'éducation, d'instruction et d'assistance publique.

ART. 11.

Il appartiendra au Mandataire de faire en sorte qu'aucune mesure ne soit prise de nature à mettre en Syrie et au Liban les ressortissants, y compris les sociétés et les associations, d'un État membre de la Société des Nations dans un état d'infériorité, soit par rapport à ses propres ressortissants, y compris les sociétés et associations, soit par rapport à ceux de tout autre État étranger, aussi bien en matière fiscale et commerciale qu'au point de vue de l'exercice des industries et professions, de la navigation et du traitement accordé aux navires et aéronefs. De même, il ne sera imposé en Syrie et au Liban aucun traitement différentiel entre les marchandises originaires ou à destination de l'un desdits États; il y aura, dans des conditions équitables, liberté de transit à travers lesdits territoires.

Sous réserve des stipulations ci-dessus, le Mandataire pourra établir ou faire établir par les Gouvernements locaux toutes taxes et droits de douane jugés nécessaires. Le Mandataire, ou le Gouvernement local agissant sur ses conseils, pourra également conclure, pour des raisons de voisinage, des arrangements douaniers spéciaux avec un pays limitrophe.

Le Mandataire pourra prendre ou faire prendre, sous réserve des stipulations de l'alinéa premier du présent article, toutes les mesures propres à assurer le développement des ressources naturelles desdits territoires et à sauvegarder les intérêts des populations locales.

Les concessions pour le développement desdites ressources naturelles seront accordées sans distinction du fait de la nationalité entre les ressortissants de tous les États membres de la Société des Nations, mais à des conditions qui conserveront intacte l'autorité du Gouvernement local. Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt des territoires de la Syrie et du Liban et en vue de procurer auxdits territoires les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer des ressources naturelles, soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole de ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale ou industrielle ci-dessus garantie.

ART. 12.

Le Mandataire devra adhérer, pour le compte de la Syrie ou du Liban, aux conventions internationales générales, conclues ou à conclure, avec l'approbation de la Société des Nations, sur les sujets suivants : traite des esclaves, trafic des stupéfiants, trafic des armes et munitions, égalité commerciale, liberté de transit et de navigation, navigation aérienne, communications postales, télégraphiques ou par télégraphie sans fil, protection littéraire, artistique ou industrielle.

ART. 13.

Autant que les conditions sociales, religieuses et autres le permettent, le Mandataire assurera l'adhésion de la Syrie et du Liban aux mesures d'utilité commune qui seront adoptées par la Société des Nations pour prévenir et combattre les maladies, y compris celles des animaux et des plantes.

ART. 14.

Le Mandataire élaborera et mettra en vigueur, dans un délai de douze mois à dater de ce jour, une loi sur les Antiquités, conforme aux dispositions ci-après. Cette loi assurera aux ressortissants de tous les États membres de la Société des Nations l'égalité de traitement en matière de fouilles et recherches archéologiques.

1. Par « antiquités », on devra entendre toute œuvre ou produit de l'activité humaine antérieurs à l'année 1700.

2. La législation sur la protection des antiquités devra procéder plutôt par encouragements que par menaces.

Toute personne qui, ayant fait la découverte d'une antiquité sans avoir l'autorisation visée au paragraphe 5, signale cette découverte à l'autorité compétente, devra recevoir une rémunération proportionnée à la valeur de la découverte.

3. Aucune antiquité ne pourra être aliénée qu'en faveur de l'autorité compétente, à moins que celle-ci renonce à en faire l'acquisition.

Aucune antiquité ne pourra sortir du pays sans une licence délivrée par ladite autorité.

4. Toute personne qui, par malice ou négligence, détruit ou détériore une antiquité devra être passible d'une pénalité à fixer.

5. Tous déplacement de terrain ou fouilles en vue de trouver des antiquités seront interdits, sous peine d'amende, si ce n'est aux personnes munies d'une autorisation de l'autorité compétente.

6. Des conditions équitables seront fixées pour permettre d'exproprier temporairement, ou à titre permanent, les terrains pouvant présenter un intérêt historique ou archéologique.

7. L'autorisation de procéder à des fouilles ne sera accordée qu'à des personnes présentant des garanties suffisantes d'expérience archéologique. Le Mandataire ne devra pas, en accordant ces autorisations, agir de façon à éliminer, sans motifs valables, les savants d'aucune nation.

8. Le produit des fouilles pourra être réparti entre les personnes ayant procédé à la fouille et l'autorité compétente, dans la proportion fixée par celle-ci. Si, pour des raisons scientifiques, la répartition paraît impossible, l'inventeur devra recevoir une équitable indemnité au lieu d'une partie du produit de la fouille.

ART. 15.

Dès l'entrée en vigueur du statut organique visé à l'article 1^{er}, le Mandataire s'entendra avec les Gouvernements locaux relativement au remboursement par ces derniers de toutes les dépenses encourues par le Mandataire pour l'organisation de l'administration, le développement des ressources locales et l'exécution de travaux publics d'un caractère permanent dont le bénéfice resterait acquis au pays. Cette entente sera communiquée au Conseil de la Société des Nations.

ART. 16.

Le français et l'arabe sont les langues officielles de la Syrie et du Liban.

ART. 17.

Le Mandataire adressera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel, répondant à ses vues, sur les mesures prises pendant l'année pour l'application du présent mandat. Les textes de toutes les lois et de tous les règlements promulgués pendant l'année seront annexés audit rapport.

ART. 18.

Le consentement du Conseil de la Société des Nations sera nécessaire pour toute modification à apporter aux termes du présent mandat.

ART. 19.

A la fin du mandat, il appartiendra au Conseil de la Société des Nations d'user de toute son influence pour sauvegarder à l'avenir l'exécution par le Gouvernement de la Syrie et du Liban des obligations financières, y compris les pensions ou retraites, régulièrement assumées par l'administration de la Syrie ou du Liban pendant la durée du mandat.

ART. 20.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application

des dispositions du mandat, et qui ne serait pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'Article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent acte sera déposé en original aux archives de la Société, et des exemplaires certifiés conformes seront transmis par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingt-quatrième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

Mis en vigueur le 29 septembre 1923, à la suite de la séance du Conseil de la Société des Nations tenue le même jour à Genève.

BOSTON PUBLIC LIBRARY



3 9999 08714 231 9

